



**LOMBARD ODIER**  
LOMBARD ODIER DARIER HENTSCH

# Rapport financier 2022 Groupe Lombard Odier



# Table des matières

05	Message de l'Associé-gérant Senior
07	Gouvernance d'entreprise
13	Informations relatives à la gestion des risques
17	États financiers



# Message de l'Associé-gérant Senior

Tout au long de cette année singulière, nous avons tout mis en œuvre pour préserver et faire fructifier le patrimoine et les fonds de nos clients. Ceci dans un contexte de marché inédit depuis les années 1930, couplé à un conflit géopolitique en Europe qui s'enlise dramatiquement, sans compter les répercussions sur le coût de la vie et l'approvisionnement en denrées alimentaires ou en énergie. En dépit de ces multiples défis, notre Groupe est parvenu à préserver ses résultats et à maintenir sa solidité.

L'impact négatif des marchés a engendré au sein du Groupe une baisse des actifs de la clientèle. En fin d'année, les actifs totaux de la clientèle s'élevaient à CHF 300 milliards, contre 358 milliards à fin 2021. Nos actifs sous gestion eux, s'élevaient à CHF 192 milliards, en recul de 12% par rapport à 2021. Les revenus opérationnels se sont établis à CHF 1,38 milliard, en retrait de 5%, tandis que le bénéfice net consolidé a atteint CHF 243 millions, en baisse de 10% par rapport à 2021.

Notre bilan demeure solide, liquide et déployé de manière prudente. Nous restons fortement capitalisés, avec un ratio CET1 de 30% et un ratio de couverture des liquidités de 202%. L'agence Fitch a confirmé en août 2022 la notation AA- du Groupe, assortie d'une perspective stable. Il s'agit de la meilleure note possible pour un groupe de notre taille.

Dans un contexte de marché mouvementé, notre clientèle existante et nos nouveaux clients ont relevé la qualité de nos conseils et la stabilité de notre modèle d'affaires. Nous avons attiré des apports nets de fonds de CHF 3 milliards dans nos activités de banque privée et de gestion d'actifs.

Notre résilience se reflète dans notre stratégie, qui consiste plus que jamais à construire un groupe centré sur son cœur de métier, à savoir la gestion de patrimoine et d'actifs pour une clientèle privée et institutionnelle. Nous continuons d'investir dans le recrutement de nouveaux talents à travers le Groupe et à privilégier une croissance organique, ce qui contribue à pérenniser notre identité et notre proposition de valeur, particulièrement prisées par nos clients.

La durabilité est plus que jamais au cœur de notre approche, dans la conduite de nos activités comme dans notre philosophie d'investissement. Elle passe par la transition vers un modèle économique circulaire, efficient, inclusif et propre. Notre rôle est d'identifier et d'analyser les opportunités d'investissement générées par ces évolutions, afin d'en faire bénéficier nos clients, mais aussi de gérer les risques associés à cette transition.

Au sein de notre activité clientèle privée, nous avons poursuivi le développement de notre offre de longue date dans les actifs privés – comprenant les entreprises non cotées ou « private equity », l'immobilier, les infrastructures et la dette privée. Nous avons adapté notre cadre d'allocation d'actifs stratégique pour refléter un monde faisant face à une remontée des taux rapide et à une forte instabilité des marchés.

Les actifs sous gestion chez Lombard Odier Investment Managers (LOIM) se situaient en fin d'année à CHF 62 milliards. Plusieurs stratégies d'investissement innovantes ont été lancées en 2022, en particulier nos stratégies New Food Systems et Global Carbon Opportunity. A fin décembre 2022, 69% des fonds de placement LOIM étaient classés dans le premier ou le deuxième quartile sur cinq ans.

Notre plateforme bancaire propriétaire nous a permis de rester proches de nos clients et de leur assurer un service transparent et sécurisé. Nos clients Business Process Outsourcing (BPO) ont également salué le service dont ils ont pu bénéficier. Nous avons poursuivi nos événements digitaux et développé encore davantage notre interface client My LO. Nous continuons à investir fortement dans la modernisation et la sécurité de notre plateforme bancaire, particulièrement au travers du programme GX, qui nous permettra de continuer à offrir à nos clients une technologie d'avant-garde.

Cette année encore, nous souhaitons venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin en ces temps troublés. Nos actions philanthropiques se sont donc orientées vers des initiatives locales qui viennent en aide aux réfugiés, aux migrants ou aux sans-abris, à travers la Fondation Lombard Odier et avec l'appui de nos bureaux locaux.

## Message de l'Associé-gérant Senior

Nos réalisations ont été récompensées par de nombreux prix, notamment en Suisse, en Europe, en Asie et pour la région MENA dans le cadre des WealthBriefing awards, et dans plusieurs catégories, comme : Best Domestic Private Bank, Best Ultra High Net Worth Team, ou Best Private Banking ESG Offering. Nous sommes également fiers d'avoir remporté le prix Best Private Bank for ESG Technology remis à l'occasion des PWM Wealth Tech Awards, organisés par le Groupe *Financial Times*.

L'environnement d'investissement reste complexe en 2023. La baisse des prix de l'énergie et la réouverture de la Chine ont amélioré les perspectives macroéconomiques mondiales, contribuant à réduire l'inflation et la probabilité de fortes récessions. Néanmoins, compte tenu des conditions monétaires restrictives, d'une l'inflation toujours élevée et du risque de survenance d'épisodes de récession modérée dans les marchés développés, il est probablement trop tôt pour assister à une reprise durable.

A handwritten signature in blue ink, reading "Hubert Keller".

Hubert Keller – Associé-gérant Senior

# Gouvernance d'entreprise

## 1. Structure du Groupe et actionariat

### Structure du Groupe

La Compagnie Lombard Odier SCmA est la société faitière du Groupe Lombard Odier. Elle contrôle directement ou indirectement toutes les sociétés du Groupe Lombard Odier.

La liste détaillée des sociétés du Groupe Lombard Odier figure dans la note 1.7 « Indication des entreprises dans lesquelles le Groupe détient une participation permanente significative, directe ou indirecte » des comptes du Groupe. Aucune des sociétés du Groupe n'est cotée et il n'existe pas de participation croisée.

### Détenteurs de participations qualifiés

Les Associés-gérants de Compagnie Lombard Odier SCmA détiennent directement ou indirectement la quasi-totalité du capital-actions de cette dernière.

Au 31 décembre 2022, les sept Associés-gérants de Compagnie Lombard Odier SCmA sont M. Patrick Odier, M. Hubert Keller, M. Frédéric Rochat, M. Denis Pittet, Mme Annika Falkengren, M. Alexandre Zeller et M. Jean-Pascal Porcherot.

## 2. Organe de contrôle

### Membres

L'Organe de contrôle (OC) est constitué de trois membres au moins, tous indépendants au sens des chiffres marginaux 17ss de la Circ.-FINMA 17/1 « Gouvernance d'entreprise – banques ». Ses membres sont élus pour une durée de trois ans, renouvelable.

#### Jean A. Bonna

M. Jean Bonna est membre de l'Organe de contrôle du Groupe Lombard Odier depuis 2014, tout d'abord en qualité de Vice-Président puis, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, en qualité de Président. Titulaire d'une licence en droit de l'Université de Genève, M. Bonna débute sa carrière, entre 1968 et 1970, auprès de Morgan Guaranty Trust à New York (aujourd'hui J.P. Morgan Chase & Co), de U.S. Trust Co. à New York et de Baring Brothers à Londres.

Il rejoint le Groupe Lombard Odier en 1971, puis en devient Associé-gérant en 1983. Jusqu'en 2007, il assume des responsabilités dans le domaine de la gestion de fortune; il est par ailleurs l'Associé en charge des Services Financiers, du Service Juridique, Fiscal et Compliance et de toutes les questions liées à la structure du Groupe Lombard Odier.

M. Bonna a été membre du Comité de l'Association des Banquiers Privés Suisses de 1987 à 1997, y assumant les fonctions de Président de 1993 à 1996.

De 1988 à 2002, il a été membre du Comité du Conseil d'administration de l'Association Suisse des Banquiers.

Il a représenté le Groupe Lombard Odier au sein du Groupement des Banquiers Privés Genevois entre 1987 et 2004, période au cours de laquelle il en a assuré la présidence à plusieurs reprises.

#### Klaus Jenny

M. Klaus Jenny est membre de l'Organe de contrôle depuis 2014. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, il exerce la fonction de Vice-Président de l'Organe de Contrôle.

M. Jenny est titulaire d'une licence en sciences économiques (mention Banque) et d'un doctorat en sciences économiques de l'Université de Saint-Gall, ainsi que d'un brevet d'avocat (canton de Glaris). Il a également accompli le Program for Senior Executives du Massachusetts Institute of Technology.

Il a débuté sa carrière au Credit Suisse en 1972 et devient, à partir de 1987, membre de la Direction générale. Il exerce ensuite, successivement, les responsabilités de membre du Comité de la Direction générale, puis de membre de l'Executive Board de Credit Suisse Group et de Chief Executive Officer de Credit Suisse Private Banking.

Depuis 1999, il exerce des activités indépendantes dans le domaine de la finance.

#### Christophe Hentsch

M. Christophe Hentsch a été nommé membre de l'Organe de Contrôle en date du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Auparavant, M. Christophe Hentsch a été Associé-gérant du Groupe Lombard Odier de 2004 à 2020.

Il est titulaire d'une licence en économie de l'Université de Saint-Gall (HSG).

Il a débuté sa carrière chez Hewlett-Packard, en 1984. En 1985, il intègre la division Corporate Finance de Kleinwort Benson à Londres, puis à Genève.

En 1991, M. Hentsch intègre la Société Générale d'Affichage en qualité de Directeur financier et membre de la Direction générale.

En 1999, il rejoint le Groupe Lombard Odier au sein duquel il a dirigé successivement plusieurs départements de l'Unité Clientèle Privée, puis les activités en relation avec l'Unité Technologie & Opérations. Il a supervisé les Unités Ressources Humaines, Juridique et Compliance jusqu'au 31 août 2020.

De 1996 à 1999, il a été membre du Conseil d'administration de la Bourse électronique suisse.

## Autres activités et mandats

(situation au 31.12.2022)

### Jean Bonna

- Président de l'Association Internationale de Bibliophilie
- Honorary Trustee du Metropolitan Museum of Art (New York)

### Klaus Jenny

- Membre du Conseil d'administration de Téléverbier S.A.
- Vice-Président du Conseil d'administration de Sportbahnen Elm AG
- Membre du Conseil d'administration de Stellaria Holding SA
- Membre du Conseil d'administration de Schuhe Jenny AG

### Christophe Hentsch

- Membre du Conseil de la Fondation Lombard Odier
- Associé-gérant de PTIC Sàrl
- Membre du Comité central de la Société Nautique de Genève

## 3. Organisation interne

### Répartition des tâches au sein de l'Organe de contrôle

Les fonctions occupées par les membres de l'OC sont indiquées au chiffre 2 de la présente section du rapport financier. Par ailleurs, l'OC remplit in corpore la fonction de Comité d'audit et de Comité des risques du Groupe Lombard Odier. Un membre de l'OC est nommé « répondant » pour la direction de la fonction de Comité d'audit et un autre est nommé « répondant » pour la direction de la fonction de Comité des risques.

### Méthodes de travail

L'OC se réunit aussi souvent que nécessaire, mais au moins une fois par trimestre. Il prend ses décisions à la majorité absolue des membres présents. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante. Pour qu'une décision soit prise valablement, elle requiert la présence de la majorité des membres de l'OC.

Le Président de l'OC ou, en cas d'empêchement, le Vice-Président prépare l'ordre du jour des réunions. Il informe les membres de l'OC des dates et de l'ordre du jour au minimum 10 jours avant chaque réunion.

Tout membre de l'OC peut demander au Président de l'OC, la tenue d'une réunion extraordinaire. Des tiers peuvent être invités pour tout ou partie des réunions. Les réunions de l'OC font l'objet d'un procès-verbal communiqué à l'ensemble de ses membres.

### Compétences de l'Organe de contrôle et de l'Administration (*Konzernleitung*) – Le Collège des Associés

L'OC a pour responsabilité le contrôle de la conformité de la gestion avec la loi, la réglementation et les statuts (y compris le but social).

Il a pour tâches :

- Le contrôle de la conformité de l'exercice par l'Administration de ses responsabilités de surveillance consolidée avec la loi, la réglementation et les statuts.
- Le contrôle du fonctionnement du système de contrôle interne du Groupe, notamment :
  - Contrôle des politiques de gestion des risques du Groupe.
  - Contrôle de l'adéquation et de l'efficacité du système de compliance du Groupe.
  - Contrôle de l'adéquation et de l'efficacité de l'audit interne du Groupe.
- L'évaluation des rapports établis par l'audit interne et l'audit externe du Groupe.
- Le contrôle des résultats financiers du Groupe.
- La nomination du responsable de l'audit interne du Groupe, en principe sur proposition de l'Administration.

Le Collège des Associés assure la Haute Direction et la Haute Surveillance du Groupe (*Konzernleitung*). Il définit la vision et la stratégie du Groupe. Il en assure également la surveillance consolidée.

Le Collège des Associés dispose notamment des responsabilités et compétences suivantes :

- Définir la stratégie et diriger les affaires du Groupe.
- Fixer l'organisation du Groupe.
- Fixer les principes de comptabilité et de contrôle financier du Groupe.
- Définir la politique en matière de ressources humaines.
- Définir les principes et l'architecture du système de contrôle interne du Groupe.
- Définir le cadre général des politiques de risques et de compliance.



## Instruments d'information et de contrôle

L'OC et ses membres sont notamment récipiendaires des rapports suivants :

- Rapports d'audit (interne et externe).
- Rapports semestriels de risque.
- Rapport annuel d'évaluation de risque de compliance.
- Budget annuel du Groupe.

Tout membre de l'OC peut demander via le Président de l'OC des informations supplémentaires à l'Administration.

## Audit interne du Groupe

L'audit interne du Groupe rapporte directement à l'Organe de contrôle.

Il opère en toute indépendance, dans le respect des exigences réglementaires. Il coordonne son activité sur la base d'une planification annuelle des activités d'audit validée par l'Organe de contrôle. Il rencontre l'Organe de contrôle sur une base trimestrielle, notamment afin de discuter des rapports d'audit interne émis depuis la période précédente, de la coordination avec la société d'audit externe et du suivi des points d'attention et des recommandations prioritaires.

## Gestion des risques

Des informations supplémentaires sur la conduite, les contrôles et la gestion des risques figurent à la page 13 du présent rapport financier.

## 4. Administration (*Konzernleitung*) – Le Collège des Associés

### Membres du Collège des Associés

L'Administration constitue l'organe de direction du Groupe Lombard Odier. Elle est composée des sept Associés-gérants de Compagnie Lombard Odier SCMA lesquels forment, ensemble, le Collège des Associés.

Les membres du Collège des Associés sont :

#### Patrick Odier (Associé-gérant Senior)

M. Patrick Odier est Associé-gérant du Groupe Lombard Odier depuis 1986 et exerce les responsabilités d'Associé Senior depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2008. Il est Président du Conseil d'administration de la Banque Lombard Odier & Cie SA depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Il a rejoint le Groupe Lombard Odier en 1982 et a complété sa formation à Zurich, New York et Montréal, avant de devenir Associé-gérant. M. Odier a consacré l'essentiel de sa carrière à la direction stratégique du Groupe et au développement des relations commerciales avec la clientèle aussi bien privée qu'institutionnelle.

M. Odier est titulaire d'une licence en sciences économiques de l'Université de Genève et d'un MBA en finance de l'Université de Chicago.

M. Odier est Président de Swiss Sustainable Finance (SSF).

Il est membre du Comité d'économiesuisse (Fédération des entreprises suisses).

M. Odier a été Président de l'Association Suisse des Banquiers de 2009 à 2016.

Il préside la Fondation Lombard Odier, ainsi que la Fondation Dr Henri Dubois-Ferrière Dinu Lipatti. Il est également membre du Conseil de la Fondation Louis-Jeantet, membre du Conseil de la Fondation Brocher, ainsi que du Conseil de plusieurs autres organisations philanthropiques et d'institutions académiques, suisses et internationales.

#### Hubert Keller (Associé-gérant Senior)

M. Hubert Keller est Associé-gérant du Groupe Lombard Odier depuis 2006 et Associé-gérant Senior depuis 2021.

M. Keller est principalement impliqué dans l'activité de gestion d'actifs du Groupe depuis 2009 et a agi en tant que CEO de Lombard Odier Investment Managers jusqu'au 31 décembre 2020.

Il coordonne les efforts du Groupe en matière d'investissement durable, notamment l'alignement des stratégies d'investissement et des portefeuilles sur la transition écologique.

M. Keller a débuté sa carrière auprès de la Compagnie Financière Tradition et du Groupe SG Warburg. Il intègre ensuite la Deutsche Bank, dans les activités de Corporate Finance et Capital Markets avant d'assumer la responsabilité des activités d'Equity Capital Markets et de devenir membre du Comité exécutif de sa division Global Banking.

#### Frédéric Rochat

M. Frédéric Rochat est Associé-gérant du Groupe Lombard Odier depuis 2012.

Titulaire d'un Master en économie et de gestion d'entreprise de l'Université de Saint-Gall (HSG), M. Rochat accomplit la

première partie de sa carrière au sein de la division Banque d’Affaires du Groupe Goldman Sachs, à Londres et à New York.

Dans ce cadre, il a conseillé de nombreuses banques, compagnies d’assurances, gérants de patrimoine et autres prestataires de services financiers sur des sujets aussi variés que les couvertures d’actifs, le financement, la recapitalisation, la restructuration de dette ou encore les fusions et acquisitions.

M. Rochat a rejoint le Groupe Lombard Odier en octobre 2010 pour prendre la direction des activités de gestion privée basées à Londres.

Nommé Associé-gérant du Groupe Lombard Odier le 1<sup>er</sup> janvier 2012, il codirige avec M. Denis Pittet les activités de la Clientèle Privée du Groupe Lombard Odier.

### **Denis Pittet**

M. Denis Pittet est Associé-gérant du Groupe Lombard Odier depuis 2017.

Titulaire d’un brevet d’avocat, d’un Master en droit et d’un Master en économie de l’Université de Genève, M. Pittet a accompli toute sa carrière au sein du Groupe Lombard Odier. Engagé en 1993 en qualité d’avocat, il s’est vu confier en 1999, la responsabilité de l’Unité Juridique, Fiscalité & Conseil Patrimonial du Groupe.

En 2015, il rejoint l’Unité Clientèle Privée qu’il codirige avec M. Frédéric Rochat. Au sein de cette Unité, il supervise plus particulièrement les départements en charge des activités avec les Gérants de Fortune Externes, du Global Assets+ et de la Planification Patrimoniale.

M. Pittet est Président de la Fondation Philanthropia et membre du conseil de nombreuses fondations philanthropiques. Il est également membre du Comité de l’Association des Banques Privées Suisses et Président de la Fondation Genève Place Financière depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2022.

### **Annika Falkengren**

Mme Annika Falkengren est Associée-gérante du Groupe Lombard Odier depuis août 2017.

Mme Falkengren est titulaire d’un Bachelor of Science in Business Administration and Economics de l’Université de Stockholm.

Elle a été Présidente et Directrice générale (CEO) de Skandinaviska Enskilda Banken (SEB), l’un des principaux groupes financiers des pays scandinaves, auprès duquel elle a accompli sa carrière entre 1987 et 2017. Elle y a exercé plusieurs responsabilités, notamment Head of Global Trading & Capital Markets, Head of Merchant Banking et Deputy Group Chief Executive, avant d’être nommée Présidente et CEO en 2005.

Mme Falkengren dirige les Unités Risk Management, Logistique ainsi que Marketing et Communication. Elle est responsable du projet One Roof, qui verra Lombard Odier déménager dans son nouveau siège à Genève en 2024 et du comité de responsabilité sociale du Groupe.

Mme Falkengren a été membre du Conseil puis Présidente de la Swedish Bankers’ Association entre 2010 et 2017. Elle a également été membre du Conseil d’administration de plusieurs grandes entreprises internationales.

Elle est membre de la Royal Swedish Academy of Engineering Sciences (IVA) et membre du Conseil de fondation de l’International Institute for Management Development (IMD).

### **Alexandre Zeller**

M. Alexandre Zeller est Associé-gérant du Groupe Lombard Odier depuis mars 2019. Il a par ailleurs été membre du Conseil d’administration de la Banque Lombard Odier & Cie SA de 2014 à 2016.

M. Zeller est diplômé de l’Université de Lausanne en Business Administration et détient un Executive MBA de la Harvard Business School de Boston.

Il a débuté sa carrière chez Nestlé en 1984, dans le domaine de l’audit opérationnel international. En 1987, il intègre Credit Suisse où il occupera différentes fonctions de management jusqu’en 2002, notamment celle de CEO de l’activité de Banque privée en Suisse.

Il rejoint ensuite la Banque Cantonale Vaudoise en 2002, dont il sera le CEO jusqu’en 2008. De 2008 à 2012, il est Président de la Direction générale de HSBC Private Bank (Suisse) SA à Genève.

M. Zeller a été Président du Conseil d’administration de Six Group SA à Zurich, de 2013 à 2016. De 2016 à 2018, il était Président du Conseil d’administration de Credit Suisse (Suisse) SA et membre du Conseil d’administration du Credit Suisse Group SA.

M. Zeller dirige l’Unité Technologie & Opérations à l’échelon du Groupe Lombard Odier. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020, il dirige également les Unités Juridique, Compliance et Ressources Humaines.

### **Jean-Pascal Porcherot**

M. Jean-Pascal Porcherot a rejoint le Groupe Lombard Odier en mai 2009 et a été principalement impliqué dans le développement des stratégies de gestion alternative au sein de LOIM. Il a été nommé CEO de l’activité de hedge funds (1798 Alternatives) en 2014 et est devenu Associé-gérant

du Groupe en janvier 2022. Il est en charge de l'unité LOIM, dont il est le co-directeur avec Mme Nathalia Barazal.

M. Porcherot a débuté sa carrière chez JPMorgan en 1997 avant de rejoindre Lazard Frères en 1998 en tant qu'associé, pour finalement devenir Vice-président (Fusions et Acquisitions). Il a également occupé le poste de Managing Director au sein de l'équipe Equity Capital markets de la Deutsche Bank, où il a débuté en 2002 en tant que Vice-président.

Au cours de sa carrière, M. Porcherot a conseillé de nombreuses entreprises, fonds de capital-investissement et gouvernements à travers l'Europe.

M. Porcherot a obtenu une maîtrise en marchés financiers de l'Université Pierre et Marie Curie en 1995 et est titulaire d'un diplôme d'ingénieur de l'École Nationale Supérieure des Télécommunications de Paris.

## **Autres activités et mandats**

(situation au 31.12.2022)

### **Patrick Odier**

- Président du Conseil d'administration de Banque Lombard Odier & Cie SA
- Président du Conseil d'administration de LO Holding SA
- Président du Conseil d'administration de LO IP SA
- Président du Conseil de la Fondation Lombard Odier
- Membre du Conseil de la Fondation patronale du groupe Lombard Odier
- Membre du Conseil de la Fondation Philanthropia
- Président de Swiss Sustainable Finance (SSF)
- Président de la Fondation Dr. Henri Dubois-Ferrière, Dinu Lipatti, pour la lutte contre la leucémie et les maladies du sang
- Membre du Comité d'économiesuisse
- Membre du Conseil de la Fondation Brocher et de la Fondation Louis-Jeantet

### **Hubert Keller**

- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier Asset Management (Europe) Limited
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier Asset Management (USA) Corp

- Membre du Conseil d'administration de LO Holding SA
- Président du Conseil de la Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier
- Président du Conseil de la Fondation complémentaire de prévoyance du groupe Lombard Odier
- Président du Conseil de la Fondation patronale du groupe Lombard Odier

### **Frédéric Rochat**

- CEO de Banque Lombard Odier & Cie SA
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier (Europe) S.A.
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier Gestion (España), S.G.I.I.C., S.A.
- Membre du Conseil de la Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier
- Membre du Conseil de la Fondation complémentaire de prévoyance du groupe Lombard Odier
- Membre du Conseil de la Fondation patronale du groupe Lombard Odier

### **Denis Pittet**

- Membre de la Direction générale de Banque Lombard Odier & Cie SA
- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier (Europe) S.A.
- Membre du Conseil d'administration de LO IP SA
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier Trust (Bermuda) Limited
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier & Cie (Bahamas) Limited
- Président du Conseil d'administration de LO Patrimonia SA
- Président du Conseil d'administration de Bershield Insurance Limited
- Président du Conseil de la Fondation Philanthropia
- Membre du Conseil de la Fondation Lombard Odier
- Membre du Comité de l'Association des Banques Privées Suisses
- Président du Conseil de la Fondation Genève Place Financière
- Président du Conseil de la Fondation André & Cyprien
- Membre du Conseil des fondations Pro Victimis, Franklinia et Saint-Michel

### **Annika Falkengren**

- Membre du Conseil d'administration de LO Holding SA
- Présidente du Conseil d'administration de Lombard Odier (Hong Kong) Limited
- Présidente du Conseil d'administration de Lombard Odier (Singapore) Ltd.
- Présidente du Conseil d'administration de Lombard Odier Trust (Japan) Limited
- Membre du Conseil de fondation de l'International Institute for Management Development (IMD)
- Membre permanente de la Royal Swedish Academy of Engineering Sciences

### **Alexandre Zeller**

- Membre de la Direction générale de Banque Lombard Odier & Cie SA
- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier (Hong Kong) Limited
- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier (Singapore) Ltd.
- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier Trust (Japan) Limited
- Président du Conseil d'administration de Lombard Odier T&O Services (Europe) S.A.
- Président du Conseil d'administration de Lodati SA
- Membre du Conseil de la Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier
- Membre du Conseil de la Fondation complémentaire de prévoyance du groupe Lombard Odier
- Membre de la Corporation des Banques Privées Genevoises
- Membre du Conseil d'administration de Maus Frères SA
- Président du Conseil d'administration de Central Swiss Classic Cars SA
- Président du Conseil d'administration de Garage Carrosserie Central SA
- Membre du Conseil de fondation du Centre d'étude Gerzensee, Fondation de la Banque Nationale Suisse
- Membre du Conseil de fondation de l'Aide suisse à la montagne

### **Jean-Pascal Porcherot**

- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA
- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier Asset Management (Europe) Limited
- Membre du Conseil d'administration de Lombard Odier Asset Management (USA) Corp

## **5. Rémunérations et programmes de participations**

Les membres de l'Organe de contrôle et de l'Administration perçoivent uniquement une rémunération annuelle fixe. Ils ne bénéficient d'aucune rémunération variable, ni d'aucun programme de participation.

## **6. Organe de révision**

### **Durée du mandat de révision et durée de la fonction du réviseur responsable**

L'Assemblée générale ordinaire du 14 avril 2022 a désigné pour l'exercice 2022, la société PricewaterhouseCoopers SA, qui assume ce mandat depuis le 27 juillet 2001, comme organe de révision externe. Le responsable du mandat est Mme Marie-Eve Fortier, en fonction depuis l'exercice 2022.

### **Honoraires de révision**

Les honoraires de révision versés en 2022 par le Groupe Lombard Odier se sont élevés à CHF 2,8 millions.

### **Honoraires supplémentaires**

Le Groupe Lombard Odier a versé en 2022 des honoraires d'un montant de CHF 1,0 million pour d'autres prestations de service.

### **Instruments de surveillance et de contrôle relatifs à l'organe de révision**

Les rapports de l'organe de révision externe ainsi que l'évaluation des risques et la planification des révisions qui en résultent sont traités par le Comité d'audit et discutés avec le réviseur responsable.

Les membres de l'organe de révision externe ont accès en tout temps aux membres de l'Organe de contrôle, du Collège des Associés et de l'audit interne, avec qui des séances de travail sont organisées régulièrement.

# Informations relatives à la gestion des risques

## Gestion des risques

De par leur nature, les activités bancaires et financières comportent des prises de risques directes ou indirectes. Le Groupe Lombard Odier (le « Groupe ») en a parfaitement conscience et s'applique dans ce cadre à prendre uniquement des risques qui respectent les termes de sa politique d'affaires.

La gestion des risques fait partie intégrante de la stratégie du Groupe. La prudence et la sensibilité aux risques participent à notre solidité financière. Plus largement la gestion des risques contribue à préserver notre réputation ainsi qu'à assurer la continuité de nos activités et à notre pérennité.

Cela a également pour but l'amélioration continue des activités et des services. Elle se veut aussi un facteur différenciant par rapport à la concurrence.

## Gouvernance et principales responsabilités de gestion des risques

- L'Organe de contrôle (OC) assume la fonction de Comité des risques. Il est informé sur une base trimestrielle par l'Administration du profil de risque du Groupe et de ses entités, mais aussi de l'état de ses fonds propres et de tout élément ou événement d'importance majeure, susceptible de venir modifier le profil de risque du Groupe.
- L'Administration est responsable de la définition des principes et de l'architecture du Système de Contrôle Interne ("SCI") du Groupe, du suivi de sa mise en œuvre et de son efficacité. Elle établit et approuve le cadre général des risques au niveau du Groupe, évalue régulièrement sa pertinence et effectue les changements appropriés. Le cadre de gestion des risques au niveau Groupe englobe la politique de gestion des risques, la tolérance au risque et les limites de risque correspondantes pour toutes les grandes catégories de risque.
- Doté d'un pouvoir de décision, le Comité Finances, Risques et Diligence du Groupe est en charge d'établir une politique des risques pour le Groupe et de la soumettre à l'Administration. Il surveille le profil de risque du Groupe et veille à son adéquation avec la politique définie, ainsi qu'au principe de bonne gouvernance au niveau de l'organisation du système de contrôle interne. Il s'assure également que les mesures appropriées soient prises et appliquées lorsque le profil de risque s'écarte du cadre fixé. Le Comité approuve les limites du Groupe pour les risques de liquidité, de marché, de crédit et de contrepartie au plan individuel et consolidé. Le Comité informe immédiatement l'Administration et l'Organe de contrôle si un élément ou un événement d'importance majeure est susceptible de venir modifier le profil de risque du Groupe.

- Le Chief Risk Officer (CRO) se porte garant de l'application des décisions de l'Administration en matière de gestion et de contrôle des risques. Plus spécifiquement, il assure la mise en place d'une structure organisationnelle appropriée à la gestion des risques. Il propose également aux organes compétents toute mesure nécessaire à une gestion cohérente des risques et surveille l'évolution des risques du Groupe. Il met en place des méthodologies et des outils de gestion des risques. Il informe immédiatement l'Administration de tout élément ou événement d'importance majeure, susceptible de venir modifier le profil de risque du Groupe.
- L'Unité Gestion des risques, sous la supervision du CRO, rapporte régulièrement à l'Administration et autres organes dirigeants sur le niveau de risque comparé à la tolérance et aux limites applicables.
- L'Unité Compliance est chargée de veiller à ce que les activités soient menées en conformité avec l'environnement réglementaire et légale, ainsi que les règles internes (en particulier en matière de prévention des activités de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme, de protection des investisseurs et de l'intégrité des marchés). En tant que seconde ligne de défense, l'Unité Compliance s'assure que le Groupe dispose d'un système de contrôle interne adéquat, lequel permet de mesurer et de gérer les risques de non-conformité auxquels il est confronté. Sous la responsabilité du Responsable Compliance du Groupe, les principales tâches de l'Unité comprennent : la supervision des entités du Groupe et des collaborateurs pour s'assurer du respect des standards en vigueur au sein du Groupe ainsi que de l'environnement réglementaire et légale applicable, s'assurer que les activités commerciales sont menées de manière diligente, juste et équitable et dans l'intérêt supérieur du client et dans le respect de l'intégrité des marchés une vue d'éviter la gestion des conflits d'intérêts. Le Responsable Compliance du Groupe rend régulièrement compte aux organes de la gestion des risques en matière de compliance et leur fait part de toutes situations de non-conformité avec une mise en évidence des axes d'amélioration.

## Risque de marché

Le risque de marché est défini comme étant le risque de pertes résultant de divers indicateurs de marché (exemples : taux d'intérêts, taux de change, prix des actions et matières premières et les marges de crédit) ainsi que des facteurs et événements spécifiques propre aux émetteurs de titres obligataires et d'actions. Le risque de marché s'applique tant aux activités de la salle de marché qu'aux activités pour compte propre d'actions. Le cadre de gestion des risques est défini dans la politique de risque de marché du Groupe.

Des limites sont définies pour le portefeuille de négoce et revues au moins une fois par an. Des sous-limites sont définies pour chaque activité de négoce et pour chaque catégorie de risque de marché. Le risque de marché lié aux activités de négoce est géré et contrôlé par la première ligne de défense (e.g. les traders en charge de l'activité), puis indépendamment par l'Unité Gestion des risques au moyen de contrôles journaliers (deuxième ligne de défense).

Les risques de change sont centralisés dans l'entité bancaire suisse du Groupe et gérés de manière centralisée.

Les risques de taux d'intérêt (c.-à-d. les pertes potentielles concernant le résultat net des opérations d'intérêts et les variations de la valeur économique des fonds propres en raison de fluctuations des taux d'intérêt) sont gérés de manière centralisée pour l'ensemble des portefeuilles du Groupe.

## Risque de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme le risque que le Groupe ne soit pas en capacité de répondre ni aux besoins actuels et futurs de liquidités ni aux garanties financières nécessaires sans affecter ses opérations quotidiennes ou sa situation financière. Le maintien de niveaux confortables de liquidités compte parmi les objectifs principaux du Groupe. La gestion du risque de liquidité est décrite dans la politique de risque de liquidité du Groupe.

En cas de conflit entre les objectifs de liquidité et d'autres objectifs commerciaux, notamment en matière de rentabilité, les mesures visant à garder une saine situation en matière de liquidité priment. Les risques de liquidité sont contrôlés selon les dispositions légales applicables en la matière, complétées par des exigences et mesures internes.

Pour la gestion de la trésorerie et du bilan, le Groupe a adopté une approche centralisée. Celle-ci est confiée au département Trésorerie/ALM. Dans ce cadre, les avoirs non investis des clients sont placés de manière prudente, dans le respect de contraintes clairement fixées. Les besoins de liquidité du portefeuille de crédit sont monitorés compte tenu du niveau des dépôts stables de la clientèle. L'Unité Gestion des risques effectue des contrôles indépendants.

## Risque de crédit

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes résultant de l'incapacité d'un client ou d'une contrepartie de respecter ses obligations contractuelles. Cette définition inclut le risque de dénouement. Le cadre de gestion des risques est décrit dans la politique de risque de crédit du Groupe.

Le risque de crédit est présent dans trois principales activités du Groupe :

- Le risque de défaut lié aux transactions de clients privés (risque de crédit client). Les entités du Groupe proposent que des crédits lombard pleinement collateralisés aux clients existants de la banque privée, où les transactions de prêts/emprunts sont couverts par du collatéral et des garanties éligibles.
- Le risque de défaut lié à des transactions effectuées par l'une des entités du Groupe avec d'autres institutions financières (risque de contreparties). Cela inclut principalement les transactions de change à court terme et les mise en pension qui sont collateralisés avec des placements cash à court terme
- Le risque de défaut lié au portefeuille d'investissement du Groupe. Cela inclut le risque de défaillance d'un émetteur obligataire de dette souveraine ou d'entreprise.

## Risque de crédit envers la clientèle

Les activités qui génèrent un risque de crédit envers la clientèle, tous les deux garantis par le nantissement de titres négociables et liquides, sont :

- 1) Les prêts, limités essentiellement aux crédits d'espèces (prêts et dépassements en compte courant) consentis à la clientèle, aussi connus sous le nom de « crédit lombard »
- 2) Les autres prêts à couverture, qui peuvent inclure les crédits d'engagement (garanties bancaires, souscriptions au nom des clients à des Private Equity ou à d'autres instruments d'investissement fonctionnant avec des appels de fonds) et les positions de négociation qui exigent une marge tels que les produits dérivés et tous les autres instruments financiers.

Chaque portefeuille nanti fait l'objet d'une analyse approfondie par le département Risque de crédit. Il en résulte l'attribution d'un taux d'avance conservateur à chaque position nantie en fonction du type d'instrument, du rating éventuel ainsi que des risques de liquidité et de pays liés aux investissements. Le risque de change et les risques de concentration par émetteur et par pays sont systématiquement pris en considération.

Le montant des expositions crédit, la valeur de marché et la valeur d'avance des actifs nantis sont réévalués et surveillés quotidiennement. Les dépassements de couverture ou de limite engendrent des appels de marge et peuvent amener le Groupe à vendre des actifs nantis si nécessaire afin de couvrir des expositions.

Il n'est pas dans la politique du Groupe d'octroyer des crédits hypothécaires ou des crédits commerciaux.

## Risque envers les contreparties

La politique de risque du Groupe restreint le choix des contreparties institutionnelles par une approche prudente, une vision à long terme et un objectif de qualité en matière de service à la clientèle. Sont privilégiées dans ce cadre les institutions dont le rôle économique est majeur voire systémique dans leur pays domestique ou à l'international.

Les dérivés (OTC) sont traités exclusivement sous une forme collatéralisée : les prises et mises en pension sont utilisées dans le cadre de la gestion de la liquidité et les dérivés traités par le Groupe sont soumis à des contrats de collatéralisation standard avec des paramètres stricts concernant les garanties demandées.

Toute nouvelle contrepartie fait l'objet d'une analyse approfondie et d'une approbation indépendante par l'Unité Gestion des risques. L'éligibilité des contreparties, leur santé financière et les limites sont revues au minimum une fois par an.

Le risque de contrepartie est géré au moyen d'une combinaison de limites qui couvrent les différents types d'instruments découlant des activités du Groupe.

Dans ce cadre, des limites sont attribuées lorsque le Groupe agit non seulement comme principal (risque direct) avec les contreparties mais également comme agent (risque indirect) pour le compte de clients.

Un risque financier maximum est déterminé par le Groupe pour chaque contrepartie, limitant d'autant le montant total de l'exposition acceptable en lien avec les activités réalisées entre les deux parties. Les limites par activité et le montant total maximum autorisé sont variables en fonction de la solvabilité des contreparties.

L'Unité Gestion des risques surveille l'évolution de la qualité des services des contreparties, mais aussi celle de leur solidité financière et de la situation macro-économique. Elle propose si nécessaire des changements de limites. L'examen des limites de contrepartie est assuré quotidiennement par la première ligne de défense (traders et trésoriers) et la seconde ligne de défense (Unité Gestion des risques).

## Risque de portefeuilles d'investissement

La politique de risque du Groupe restreint les choix des investissements dans les portefeuilles à des émetteurs qui sont notés A ou mieux et à des obligations catégorisées comme actifs liquides de haute qualité selon les règles de liquidités en vigueur.

Les investissements dans les portefeuilles sont sélectionnés par Trésorerie. La durée maximum, le risque d'émetteur, la concentration sectorielle et les limites de risque pays sont gérés

par la Trésorerie qui agit en tant que première ligne de défense et part l'unité Risk Management agissant en tant que seconde ligne de défense et qui effectue un suivi quotidien de ces activités.

## Risque de règlement

Le risque de règlement se définit comme la perte potentielle résultant de l'absence de livraison d'instruments après paiement.

Les règlements sont en principe exécutés sur la base d'une livraison contre paiement (DvP). Des limites sont définies pour chaque contrepartie afin de gérer le risque de remplacement potentiel, si l'instrument doit être acheté auprès d'une autre source. Les limites sont surveillées quotidiennement.

## Risques opérationnels

Les risques opérationnels sont définis comme étant les risques de pertes provenant de l'inadéquation ou de la défaillance de procédures internes, de personnes, de systèmes ou faisant suite à des événements externes ayant des causes intentionnelles, accidentelles ou naturelles. Ils comprennent toutes les catégories de risques importants telles que définies dans la taxonomie des risques opérationnels.

Les risques opérationnels sont inhérents à l'exercice des activités du Groupe. Les risques opérationnels peuvent prendre différentes formes et avoir de nombreuses causes, qui vont des erreurs humaines involontaires aux actes frauduleux en passant par les événements externes.

Le Groupe accepte les risques opérationnels à la stricte condition que ces risques entrent dans le cadre de sa stratégie et de sa politique d'affaires et qu'ils s'inscrivent dans le respect en tout temps des réglementations et des législations des marchés. Le Groupe a mis en place une déclaration relative à la tolérance aux risques opérationnels qui permet de superviser et gérer à tout moment le profil de risque opérationnel.

Le Groupe considère que la gestion des risques opérationnels relève de la responsabilité de tous les collaborateurs et qu'elle requiert un engagement des supérieurs hiérarchiques à tous les échelons ainsi qu'une forte culture de prévention des risques opérationnels au sein du Groupe.

La sensibilité à ce type de risques se traduit par la prise en compte de chacun d'entre eux au sein de chaque unité comme première ligne de défense en ce qui concerne l'identification, l'évaluation et la gestion de ces risques ainsi que la mise en œuvre proactive des mesures d'amélioration.

La seconde ligne de défense, représentée, en particulier, par les Unités Gestion des risques et Compliance, est chargée de la supervision et du monitoring des risques opérationnels. Elles proposent également un soutien spécialisé aux unités en matière de mise en application du cadre de gestion des risques du Groupe et de gestion de types de risques spécifiques. Le département juridique, avec l'assistance d'avocats externes spécialisés, évalue individuellement les risques juridiques associés à des litiges et contentieux potentiels.

L'identification et l'évaluation des risques opérationnels se font au moyen d'un processus méthodique et structuré et de plusieurs outils adéquats tels que : l'auto-évaluation des Risques et des Contrôles internes propres à chaque processus opérationnel (les « RCSA »), l'analyse des événements internes et externes, l'analyse des liens entre les incidents opérationnels, les risques sous-contrôles, et les indicateurs de risques clés. Le Groupe procède chaque année à un exercice d'évaluation des risques de haut en bas (« Top Down Risk Assessment ») afin d'assurer un échange éclairé entre la haute direction et les organes directeurs du Groupe sur le risque opérationnel.

Le Groupe a défini des principes et des processus pour l'identification et l'évaluation des risques opérationnels importants, pour leur gestion et leur atténuation, pour la surveillance et le reporting des risques opérationnels au sein du Groupe et pour la promotion d'une solide culture en matière de risque opérationnel.

Le cadre de gestion des risques opérationnels du Groupe s'inscrit dans le respect des standards définis par le Comité de Bâle et adoptés par la FINMA.

La gestion et la réduction des risques opérationnels consistent à définir et à mettre en œuvre des mesures stratégiques et opérationnelles afin de fournir une réponse appropriée à un risque donné. Le cas échéant, la première ligne de défense définit et met en œuvre des actions et initiatives de réduction des risques. La deuxième ligne de défense assure la surveillance, le suivi, le soutien et challenge la gestion des risques et actions pour les réduire mises en œuvre par la première ligne de défense.

Une évaluation indépendante du système de contrôle interne portant sur les activités de back-office et informatiques est réalisée chaque année sur la base d'un audit externe visant l'obtention de la certification selon les standards ISAE 3402 type 2 et ISAE 3000.

En ce qui concerne son plan de continuité d'activité (Business Continuity Plan), le Groupe considère comme essentielle sa capacité à maintenir et reprendre rapidement ses activités critiques en cas de sinistres ou de catastrophes majeures afin de réduire au minimum leur impact sur la marche des affaires. Le Business Continuity Manager est responsable de la méthodologie et la mise en place d'un Comité de crise pour la gestion concertée de ce type d'événement.

Dans ce cadre, le Groupe teste au moins une fois par année son plan de continuité pour vérifier s'il est adapté, notamment pour tout ce qui touche à ses activités sensibles comme l'infrastructure technologique, le système d'information, l'accès aux marchés, l'exécution et la comptabilisation des ordres. Le Groupe s'appuie sur le respect des « Recommandations en matière de Business Continuity Management (BCM) » de l'Association suisse des banquiers ainsi que sur le respect des normes d'autorégulation reconnues comme standards minimaux par la FINMA.

Enfin, en rapport avec la technologie et la cyber sécurité, le Groupe a mis en place le cadre de la gestion des risques technologiques, de sécurité de l'information et de gestion de risques cybernétique en accord avec les exigences de la FINMA. Les procédures et contrôles sont mis en œuvre au sein de l'organisation afin d'assurer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des systèmes d'information ainsi que l'identification des menaces potentielles, la protection de l'infrastructure technologique, la détection ponctuelle d'incidents liés à la sécurité, basés sur une surveillance systématique, ainsi que la réactivité et le retour rapide aux activités normales en cas d'événements particuliers. La technologie, la sécurité d'information et la gestion de risques cybernétiques s'appuient sur les trois lignes du modèle de défense. La sécurité opérationnelle est gérée par le chef de la Sécurité de l'Information dans le cadre de la 1<sup>re</sup> ligne de défense, indépendamment de la fonction « Information Risk and Data Protection Office » appartenant à l'unité Risk Management surveillant les risques au sein de la 2<sup>e</sup> ligne de défense.

## Risque de réputation

Ce risque se traduit par une perception négative (image, confiance) des pratiques commerciales ou des contrôles internes du Groupe de laquelle peut résulter une perte financière. Pour améliorer sa maîtrise, le Groupe prend des mesures en amont afin d'en minimiser les impacts.



# États financiers

18	Bilan consolidé
19	Compte de résultat consolidé
20	Tableau des flux de trésorerie
21	État des capitaux propres
22	Annexes aux comptes annuels consolidés
50	Rapport de l'organe de révision

# Bilan consolidé

		31.12.2022	31.12.2021
	Notes	En milliers CHF	En milliers CHF
<b>Actifs</b>			
Liquidités		2'944'339	10'359'465
Créances sur les banques	1.10	512'341	1'075'293
Créances résultant d'opérations de financement de titres <sup>1</sup>	1.1	3'700'000	0
Créances sur la clientèle	1.2, 1.10	5'023'345	5'533'399
Opérations de négoce		0	0
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	1.4	833'196	390'160
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	1.3	614'207	560'735
Immobilisations financières	1.5, 1.10	3'973'280	3'763'567
Comptes de régularisation		169'675	165'884
Participations non consolidées	1.6, 1.7	10'305	11'177
Immobilisations corporelles	1.8	371'525	272'854
Autres actifs	1.9	46'142	56'429
<b>Total des actifs</b>		<b>18'198'355</b>	<b>22'188'963</b>
<b>Passifs</b>			
Engagements envers les banques		797'592	1'098'562
Engagements résultant des dépôts de la clientèle		13'730'041	17'855'351
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	1.4	850'982	468'177
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	1.3, 1.13	686'629	595'568
Comptes de régularisation		470'745	488'670
Autres passifs	1.9	72'876	106'652
Provisions	1.14	96'172	103'825
<b>Total des fonds étrangers</b>		<b>16'705'037</b>	<b>20'716'805</b>
Réserves pour risques bancaires généraux	1.14	497'878	477'878
Capital social	1.16	73'710	73'710
Réserves issues du bénéfice		717'235	679'809
Réserve de change		(38'757)	(29'347)
Bénéfice consolidé		243'252	270'108
<b>Total des fonds propres</b>		<b>1'493'318</b>	<b>1'472'158</b>
<b>Total des passifs</b>		<b>18'198'355</b>	<b>22'188'963</b>
Total des engagements subordonnés		50'780	71'030
<b>Opérations hors bilan</b>			
Engagements conditionnels	1.2, 2.1	377'827	330'875
Engagements irrévocables	1.2	1'557'584	1'268'248

<sup>1</sup> Comprend exclusivement des opérations de financement de titres effectuées avec la Banque Nationale Suisse.

# Compte de résultat consolidé

		31.12.2022	31.12.2021
	Notes	En milliers CHF	En milliers CHF
Produit des intérêts et des escomptes	3.2	113'185	64'957
Produit des intérêts et dividendes des immobilisations financières		34'652	21'070
Charges d'intérêts	3.2	0	0
<b>Résultat brut des opérations d'intérêts</b>		<b>147'837</b>	<b>86'027</b>
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts		0	0
<b>Résultat net des opérations d'intérêts</b>		<b>147'837</b>	<b>86'027</b>
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		1'162'989	1'303'011
Produit des commissions sur les opérations de crédit		2'254	2'258
Produit des commissions sur les autres prestations de service		136'937	154'575
Charges de commissions		(179'255)	(201'460)
<b>Résultat des opérations de commissions et des prestations de service</b>		<b>1'122'925</b>	<b>1'258'384</b>
<b>Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur</b>	3.1	<b>106'469</b>	<b>102'576</b>
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		72	78
Produit des participations		1'897	1'724
- dont autres participations non consolidées		1'897	1'724
Résultat des immeubles		1'120	1'524
Autres charges ordinaires		(1)	0
<b>Autres résultats ordinaires</b>		<b>3'088</b>	<b>3'326</b>
<b>Total des revenus opérationnels</b>		<b>1'380'319</b>	<b>1'450'313</b>
Charges de personnel	3.3	(805'184)	(844'956)
Autres charges d'exploitation	3.4	(259'576)	(223'173)
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>(1'064'760)</b>	<b>(1'068'129)</b>
Corrections de valeur sur participations et amortissements sur immobilisations	1.6, 1.8	(6'434)	(5'573)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	1.14	(840)	(1'510)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>308'285</b>	<b>375'101</b>
Produits extraordinaires		2'303	909
Charges extraordinaires		0	(64)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	1.14	(20'000)	(54'210)
Impôts	3.6	(47'336)	(51'628)
<b>Bénéfice consolidé</b>		<b>243'252</b>	<b>270'108</b>

# Tableau des flux de trésorerie

	31.12.2022		31.12.2021	
	Sources	Emplois	Sources	Emplois
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Bénéfice consolidé	243'252		270'108	
Variation des réserves pour risques bancaires généraux	20'000		54'210	
Corrections de valeur sur participations et amortissements sur immobilisations	6'434		5'573	
Variations des provisions	2'586	10'239	7'096	8'619
Comptes de régularisation actifs		3'791	50'545	
Comptes de régularisation passifs		17'925	36'739	
Autres actifs	10'287		31'589	
Autres passifs		33'776		17'916
Dividende et autres distributions		228'136		255'131
<b>Flux de fonds du résultat opérationnel</b>	<b>282'559</b>	<b>293'867</b>	<b>455'860</b>	<b>281'666</b>
<b>Remboursement de capital</b>				
Autres apports		4'546	3'947	
Ecart de conversion		9'410		3'845
<b>Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>13'956</b>	<b>3'947</b>	<b>3'845</b>
Participations	184			4'077
Immeubles		88'106		91'591
Autres immobilisations corporelles		16'311		4'092
<b>Flux de fonds de l'actif immobilisé</b>	<b>184</b>	<b>104'417</b>	<b>0</b>	<b>99'760</b>
<b>Flux de fonds de l'activité bancaire</b>				
Engagements envers les banques				
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	9'000		5'750	
Créances sur la clientèle	45'665		10'138	
Immobilisations financières		208'474	19'670	
<b>Opérations à moyen et long terme (&gt; 1 an)</b>	<b>54'665</b>	<b>208'474</b>	<b>35'558</b>	<b>0</b>
Engagements envers les banques				
Engagements résultant des dépôts de la clientèle		4'134'310	2'020'085	
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	382'805			112'345
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	91'061			187'572
Créances sur les banques	562'952			223'433
Créances résultant d'opérations de financement de titres		3'700'000		
Créances sur la clientèle	464'389			846'033
Opérations de négoce				
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés		443'036	184'875	
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur		53'472	157'907	
Immobilisations financières		1'239		110'465
<b>Opérations à court terme</b>	<b>1'501'207</b>	<b>8'633'027</b>	<b>2'824'200</b>	<b>1'479'848</b>
<b>Etat des liquidités</b>				
Liquidités	7'415'126			1'454'446
<b>Solde</b>	<b>9'253'741</b>	<b>9'253'741</b>	<b>3'319'565</b>	<b>3'319'565</b>

# État des capitaux propres

	Capital social	Réserves issues du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserve de change	Bénéfice consolidé de la période	Total
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Capitaux propres au début de la période de référence	73'710	679'809	477'878	(29'347)	270'108	1'472'158
Autres apports		(4'546)				(4'546)
Différences de change				(9'410)		(9'410)
Dividendes et autres distributions					(228'136)	(228'136)
Allocation aux réserves issues du bénéfice		41'972			(41'972)	0
Dotation à la réserve pour risques bancaires généraux			20'000			20'000
Bénéfice consolidé de la période					243'252	243'252
<b>Capitaux propres à la fin de la période de référence</b>	<b>73'710</b>	<b>717'235</b>	<b>497'878</b>	<b>(38'757)</b>	<b>243'252</b>	<b>1'493'318</b>

# Annexes aux comptes annuels consolidés

## Indication de la raison sociale, de la forme juridique et du siège du groupe

La société faitière du Groupe Lombard Odier est la Compagnie Lombard Odier SCmA qui est une société en commandite par actions dont le siège est à Genève.

## Effectif du personnel

A fin 2022, les effectifs du Groupe s'élevaient à 2'679 en équivalent postes à temps plein contre 2'616 à fin 2021.

## Principes d'établissement des comptes consolidés

### Principes de base

Les présents états financiers représentent les comptes consolidés du Groupe Lombard Odier (ci-après « le Groupe ») et fournissent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du Groupe. Ils sont présentés conformément au Code suisse des obligations, à la loi sur les banques et à son ordonnance, à l'ordonnance de la FINMA sur l'établissement et la présentation des comptes, ainsi qu'à la circulaire FINMA 2020/1 « Comptabilité – banques ».

### Principe de consolidation

#### Périmètre et méthode de consolidation

Le bouclage consolidé du Groupe Lombard Odier comprend les comptes des sociétés contrôlées directement ou indirectement par le Groupe ou sur lesquelles celui-ci exerce une influence dominante. Les sociétés du Groupe consolidées entièrement ainsi que les participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence figurent en annexe 1.7 « Indication des entreprises dans lesquelles le Groupe détient une participation permanente significative, directe ou indirecte ». Les sociétés directement ou indirectement contrôlées par le Groupe ou sur lesquelles celui-ci exerce une influence dominante sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le capital est consolidé selon la méthode anglo-saxonne (purchase method).

Les participations minoritaires de 20 à 50% sont intégrées dans les comptes annuels consolidés selon la méthode de mise en équivalence. Les participations inférieures à 20% et celles d'importance moindre en termes de capitaux et de rendements ou dépourvues de caractère stratégique ne sont pas consolidées, mais inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition, sous déduction des corrections de valeurs économiquement nécessaires.

Les filiales sont consolidées à partir de la date du transfert effectif du contrôle au Groupe et ne sont plus consolidées à compter de la date à laquelle ce contrôle cesse.

La période qui s'applique à la consolidation est l'année calendaire.

## Principes de comptabilisation et d'évaluation

### Conversion des monnaies étrangères

Les bilans établis en monnaies étrangères des sociétés consolidées ont été convertis en francs suisses aux taux en vigueur à la date de clôture des comptes, à l'exception du capital, converti aux cours historiques. Les comptes de résultats sont convertis à des cours de change mensuels moyens.

Les différences de conversion résultant de la consolidation sont incluses dans la « Réserve de change ».

Les taux de changes utilisés pour la conversion des principales monnaies étrangères sont les suivants :

	31.12.2022	31.12.2021
USD	0,9252	0,9112
EUR	0,9874	1,0362
GBP	1,1185	1,2341

### Liquidités, créances sur les banques, créances sur la clientèle et engagements au passif

Ces éléments sont portés au bilan à leur valeur nominale. Les créances jugées compromises font l'objet de corrections de valeur directement déduites de l'actif. Les avoirs et engagements en métaux précieux enregistrés dans des comptes métaux sont évalués à la juste valeur.

### Opérations de financement de titres

Les titres acquis avec un engagement de revente future (prise en pension) ainsi que les titres empruntés ne sont inscrits au bilan que si le Groupe acquiert le pouvoir de disposition sur les droits liés aux titres transférés. Les montants de liquidité versés pour l'acquisition de ces titres ou remis en garantie des emprunts de titres sont portés au bilan sous les « Créances résultant d'opérations de financement de titres ».

Les titres vendus avec un engagement de rachat (mise en pension) ainsi que les titres prêtés demeurent inscrits au bilan tant que le Groupe conserve économiquement le pouvoir de disposition sur les droits liés aux titres transférés.

Les montants de liquidité reçus en contrepartie de la vente de ces titres ou en garantie des prêts de titres sont portés au bilan sous les « Engagements résultant d'opérations de financement de titres ».

Les produits et charges d'intérêts sur les créances et engagements sont délimités sur la durée des opérations.

L'activité de prêts et d'emprunts de titres porte essentiellement sur les prêts de titres en tant qu'agent pour le compte des clients et les revenus et charges sont ainsi comptabilisés dans le résultat de commissions.

### **Opérations de négoce**

Les valeurs mobilières et métaux précieux destinés au négoce sont évalués et portés au bilan à leur juste valeur. Les gains et pertes de cours des portefeuilles destinés au négoce sont comptabilisés dans le compte de résultat au poste « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ».

### **Instruments financiers dérivés**

#### ***Opérations de négoce et de trésorerie***

Tous les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. La juste valeur découle soit du prix résultant d'un marché efficient et liquide, soit du prix offert par les teneurs de marché. Les valeurs de remplacement positives ou négatives sont portées au bilan.

Le résultat, réalisé et non réalisé, des transactions sur instruments financiers dérivés utilisés à des fins de négoce ou pour le compte de la clientèle est comptabilisé à la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». Le résultat d'intérêt des swaps de devises effectués dans le cadre de la gestion de la trésorerie est enregistré dans la rubrique « Produit des intérêts et des escomptes » et comptabilisé selon le principe de l'« accrual method ».

#### ***Opérations de couverture***

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour piloter les risques de taux et de change.

Les opérations de couverture sont évaluées selon les mêmes principes que les opérations de base couvertes.

Les résultats des opérations de couverture sont saisis sous une rubrique de résultat identique à celle qui enregistre les résultats correspondants de l'opération couverte.

Les modifications de valeurs sont saisis dans le compte de compensation, dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'est comptabilisée.

Le Groupe applique une comptabilité de couverture lorsque les effets de couverture ainsi que les buts et stratégies visés par les opérations de couverture sur risques de taux d'intérêt et de change sont documentés lors de la conclusion des opérations et qu'une vérification périodique de l'efficacité de la couverture est effectuée.

Les opérations de couverture ne remplissant pas, plus ou que partiellement leur fonction de couverture sont assimilées en totalité ou pour leur fraction excédentaire, à des opérations de négoce et traitées comme telles.

### **Opérations pour le compte des clients**

Les valeurs de remplacement des opérations pour le compte des clients sont en principe inscrites au bilan, si le contrat présente jusqu'à son échéance un risque de perte pour la Banque.

### **Autres instruments financiers évalués à la juste valeur**

Les certificats émis par le Groupe qui représentent une fraction d'un « panier » de sous-jacents sont portés au bilan sous les « Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur ». Les titres de créance et de participation ainsi que les fonds de placement détenus dans le cadre de ces certificats sont comptabilisés sous les « Autres instruments financiers évalués à la juste valeur ».

La différence entre le montant des certificats émis, au passif, et les positions en couverture à l'actif, est principalement due aux valeurs de remplacement d'instruments financiers dérivés acquis dans le cadre de la stratégie d'investissement des certificats et à une composante « cash » comprise dans les liquidités.

Les modifications de valeur des certificats et des sous-jacents ainsi que les dividendes ou les délimitations éventuelles des intérêts sont enregistrées dans la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ».

### **Immobilisations financières**

Les titres de créance destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont portés au bilan sur la base du coût amorti. Les gains et pertes résultant d'une vente ou d'un remboursement anticipé sont pris en compte proportionnellement jusqu'à l'échéance initialement prévue de l'opération par les rubriques « Autres actifs » ou « Autres passifs ». Les modifications de valeur en lien avec le risque de défaillance sont enregistrées immédiatement dans la rubrique « Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Les titres de créance non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance, sont évalués selon le principe de la valeur la plus basse. Le solde des adaptations de valeurs est comptabilisé sous la rubrique « Autres charges ordinaires » ou « Autres produits ordinaires ». Une réévaluation allant au plus jusqu'aux coûts d'acquisition est comptabilisée si le prix du marché, qui était tombé en dessous de la valeur d'acquisition, remonte par la suite. Les modifications de valeur relatives au risque de défaillance sont enregistrées dans la rubrique « Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Les actions et parts de fonds détenues dans l'intention d'un placement à long terme sont évalués à la valeur la plus basse de leur prix d'acquisition et de la valeur de marché à la date du bilan.

Les parts de fonds détenues en couverture des risques de marchés d'engagements liés aux paiements différés de la compensation variable sont comptabilisés à la valeur de marché à la date du bilan.

#### **Participations non consolidées**

Les participations non consolidées sont évaluées individuellement au coût d'acquisition, sous déduction des corrections de valeurs économiquement nécessaires.

#### **Immobilisations corporelles**

Les investissements dans de nouvelles immobilisations corporelles, qui sont utilisés durant plus d'une période comptable et qui sont supérieurs à la limite d'activation, sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition et sont amortis linéairement. Les amortissements sont effectués selon un plan sur toute la durée d'utilisation prévue de l'immobilisation. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, la valeur comptable résiduelle est amortie selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou un amortissement non planifié supplémentaire est comptabilisé.

Les amortissements effectués selon un plan de même que les amortissements supplémentaires non planifiés sont comptabilisés au débit de la rubrique « Corrections de valeur sur participations et amortissements sur immobilisations » du compte de résultat.

Les durées ou taux d'amortissement prévus et appliqués à la valeur d'acquisition des différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivants :

- Immeubles à l'usage du Groupe : 2%
- Travaux d'aménagement sur immeubles : jusqu'à 5 ans
- Installations, machines, gros mobilier : jusqu'à 5 ans
- Equipement technologique (informatique, télécommunications) et logiciels : jusqu'à 3 ans

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la rubrique « Produits extraordinaires » et les pertes à la rubrique « Charges extraordinaires ».

#### **Comptes de régularisation**

A l'exception des prestations reçues, facturées mais non encore payées ou encaissées qui sont portées au bilan dans les « autres actifs » ou « autres passifs », tous les actifs et passifs résultant de la délimitation dans le temps des intérêts et des autres rubriques de produits et charges sur les rubriques de l'actif et celles du passif ainsi que d'autres délimitations sont présentés dans les « Comptes de régularisation » actifs et passifs.

#### **Impôts**

Les impôts comprennent les impôts sur le bénéfice et le capital des sociétés du Groupe ainsi que les attributions aux provisions pour impôts latents. Les impôts dus au titre du bénéfice courant sont comptabilisés sous la rubrique « Comptes de régularisation ».

Les impacts fiscaux des différences temporaires entre la valeur au bilan et la valeur fiscale des actifs et des engagements sont comptabilisés au bilan sous la rubrique « Provisions », s'il s'agit de montants imposables ou sous la rubrique « Autres actifs » s'il s'agit de montants fiscalement déductibles.

Les prétentions résultant de pertes fiscales reportées sont uniquement comptabilisées s'il est probable qu'elles pourront être réalisées dans le futur par l'existence de bénéfices imposables suffisants. Les impôts latents sont déterminés annuellement sur la base de taux d'impôts réellement attendus ou, s'ils ne sont pas encore connus, sur ceux en vigueur au moment de l'établissement du bilan. Les charges et les produits d'impôts latents sont comptabilisés au compte de résultat.

#### **Provisions et corrections de valeur**

Tous les risques et moins-values latents prévisibles font l'objet d'une provision ou d'une correction de valeur selon le principe de prudence.

Les corrections de valeurs individuelles sont directement déduites des rubriques correspondantes de l'actif. Les provisions destinées à la couverture des autres risques sont portées au bilan à la rubrique « Provisions ».



### **Réserves pour risques bancaires généraux**

Pour la couverture des risques inhérents à l'activité bancaire, non couverts par des provisions spécifiques, le Groupe constitue préventivement des « Réserves pour risques bancaires généraux ». Ces réserves font partie des fonds propres et sont imposées fiscalement ou font l'objet d'un impôt latent.

### **Engagements de prévoyance**

Le terme « engagements de prévoyance » désigne tous les plans, institutions et dispositions prévoyant des prestations pour la retraite, le décès ou l'invalidité des collaborateurs du Groupe. Un examen annuel est effectué afin de déterminer s'il existe des avantages économiques (excédents) ou des engagements économiques (déficits) vis-à-vis de ses institutions de prévoyance autre que les prestations de cotisations et les ajustements y relatifs. En Suisse, cet examen est réalisé sur la base des contrats, des comptes annuels des institutions de prévoyance établis conformément à la Swiss GAAP RPC 26, et d'autres calculs présentant à la date de clôture la situation financière, l'excédent de couverture ou le découvert existant par institution de prévoyance.

Un avantage économique peut être enregistré, s'il est licite et qu'il est envisagé de l'utiliser pour réduire les cotisations futures de l'employeur, de les rembourser ou de les utiliser en dehors des prestations réglementaires. L'engagement sera alors porté au bilan dans les « Provisions » tandis qu'un avantage économique sera comptabilisé dans les « Autres actifs » et dans les deux cas avec une incidence dans le compte « Charges de personnel ».

### **Engagements conditionnels, engagements irrévocables, engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires**

La présentation de ces éléments dans les opérations hors bilan se fait à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, le Groupe constitue des provisions au passif du bilan.

### **Annexes aux comptes annuels**

Les annexes non requises ou sans information ne sont pas présentées.

### **Chiffres de l'exercice précédent**

A des fins de comparaison, certains montants ont été reclassés dans les chiffres 2021 entre les postes « Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement » et « Charges de commissions », ainsi qu'entre les sous-catégories des autres charges d'exploitation en annexe 3.4.

### **Modifications des principes comptables et d'évaluation**

Aucun changement de principes comptables n'a été effectué.

### **Saisie des opérations**

Toutes les opérations sont enregistrées dans les livres le jour de leur conclusion et évaluées dès ce jour en vue de la détermination du résultat. L'inscription au bilan de toutes les opérations conclues au comptant mais non encore exécutées s'effectue selon le principe de la date de conclusion.

### **Commentaire des méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur**

Compte tenu des taux d'avance requis en matière d'octroi de crédits lombards, le risque de défaillance sur cette catégorie de crédit est faible. Le montant des expositions de crédit, la valeur de marché et la valeur d'avance des actifs nantis sont réévalués et surveillés quotidiennement. S'il devient peu vraisemblable que le débiteur puisse faire face à ses obligations, la créance devient alors compromise. Dans ces situations, une provision spécifique sera constituée au cas par cas sur décision de l'Administration et/ou du Comité opérationnel des risques du Groupe et compte tenu d'une évaluation circonstanciée des éventuelles sûretés.

Si des pertes sont à prévoir en raison d'événements qui se sont déjà produits au moment de l'établissement des comptes annuels, mais qui ne peuvent pas encore être attribués à des preneurs de crédit distincts, des provisions ou des corrections de valeur pour risques latents de défaillance sont constituées. Le groupe ne constitue pas de corrections de valeur pour risques inhérents de défaillance.

### **Commentaire de l'évaluation des sûretés de crédit, en particulier des critères importants appliqués à la détermination des valeurs vénales et des valeurs de nantissement**

L'activité de crédit se limite essentiellement aux opérations de crédit lombard. Les sûretés déposées en garantie sont acceptées en nantissement à un pourcentage de leur valeur de marché. Ce taux d'avance dépend de la nature, de la solvabilité, de la devise et de la négociabilité des titres.

## **Politique d'affaires lors de l'utilisation d'instruments financiers dérivés**

Le Groupe n'émet pas d'options ni aucun autre type de produit dérivé pour son propre compte. La majeure partie de l'activité de négoce d'instruments dérivés comprend les opérations de change (à terme et options), les options sur titres, indices ou boursiers, effectuées à la demande ou pour le compte de clients. L'utilisation des instruments dérivés dans la gestion discrétionnaire de portefeuilles est limitée aux opérations autorisées par les directives de l'ASB et en accord avec la politique d'investissement du Groupe.

Dans certains cas, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés dans le cadre de ses activités principalement pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt et de change. Dans ce cadre, il recourt essentiellement à des swaps de taux d'intérêt et à des opérations de change à terme ou des options de change. Ces opérations sont en principe enregistrées comme des opérations de couverture du type « micro et macro hedges » et selon les principes d'une comptabilité de couverture (cf. Principes de comptabilisation et d'évaluation).

## **Événements particuliers et événements postérieur à la date de clôture de l'exercice**

### **Événements particuliers**

A l'instar de centaines d'autres établissements en Suisses et à l'étranger, notre Banque est actionnée en justice devant les tribunaux new yorkais par (i) les liquidateurs des fonds Fairfield Sentry Ltd et Fairfield Sigma Ltd (« Fairfield ») d'une part et par (ii) le Trustee de Bernard L. Madoff Investments Securities LLC (BLMIS) (« le Trustee ») d'autre part. Ces procédures visent la restitution des montants reçus des fonds Fairfield pour le compte de nos clients. Ces procédures sont toujours en cours.

Depuis le début de ces procédures, la Banque estime que ces prétentions sont infondées mais que le risque est impossible à quantifier. Dès lors, aucune provision n'a été constituée au 31 décembre 2022.

### **Événements postérieurs à la date de clôture**

Il n'y a pas d'événement postérieur à la date de clôture de l'exercice pouvant avoir un impact sur les états financiers au 31 décembre 2022.

# 1. Informations relatives au bilan

## 1.1 Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Valeur comptable des créances résultant de dépôts de fonds consécutifs à des opérations d'emprunt de titres et de prise en pension	3'700'000	0
Valeur comptable des engagements résultant de dépôts de fonds consécutifs à des opérations de prêt de titres et de mise en pension	0	0
Valeur des titres détenus pour propre compte qui ont été prêtés ou fournis en qualité de sûretés dans le cadre d'opération de prêt ou d'emprunt de titres ainsi que transférés lors d'opérations de mise en pension	6'359	90
- dont ceux pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	6'359	90
La juste valeur des titres reçus comme sûretés dans le cadre du prêt de titres ainsi que de ceux reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et lors de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	3'736'229	94
- dont titres remis à un tiers en garantie	0	0
- dont titres aliénés	0	0

## 1.2 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises

	Nature des couvertures		Total	
	Autres couvertures	Sans couverture		
	En milliers CHF	En milliers CHF		
<b>Prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)</b>				
Créances sur la clientèle	5'004'242	19'103	5'023'345	
<b>Total des prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)</b>	<b>Exercice de référence</b>	<b>5'004'242</b>	<b>19'103</b>	<b>5'023'345</b>
	Exercice précédent	5'516'122	17'277	5'533'399
<b>Total des prêts (après compensation avec les corrections de valeur)</b>	<b>Exercice de référence</b>	<b>5'004'242</b>	<b>19'103</b>	<b>5'023'345</b>
	Exercice précédent	5'516'122	17'277	5'533'399
<b>Hors bilan</b>				
Engagements conditionnels	306'746	71'081	377'827	
Engagements irrévocables	1'540'984	16'600	1'557'584	
<b>Total du hors bilan</b>	<b>Exercice de référence</b>	<b>1'847'730</b>	<b>87'681</b>	<b>1'935'411</b>
	Exercice précédent	1'508'545	90'578	1'599'123

Au 31 décembre 2022, le Groupe n'a pas de créance compromise (2021: néant).

### 1.3 Répartition des opérations de négoce et des autres instruments financiers évalués à la juste valeur (actifs et passifs)

	<b>Exercice de référence</b>	<b>Exercice précédent</b>
	En milliers CHF	En milliers CHF
<b>ACTIFS</b>		
<b>Autres instruments financiers évalués à la juste valeur</b>		
Titres de créance	209'209	64'120
Titres de participation	368'410	462'878
Produits structurés	36'588	33'737
<b>Total des autres instruments évalués à la juste valeur</b>	<b>614'207</b>	<b>560'735</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>614'207</b>	<b>560'735</b>
- dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation	0	0
- dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	2'985	320
<b>ENGAGEMENTS</b>		
<b>Autres instruments financiers évalués à la juste valeur</b>		
Certificats	686'629	595'568
<b>Total des engagements</b>	<b>686'629</b>	<b>595'568</b>
- dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation	0	0

## 1.4 Présentation des instruments financiers dérivés (actifs et passifs)

	Instruments de négoce			Instruments de couverture			
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volumes des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volumes des contrats	
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	
<b>Instruments de taux</b>							
Swaps	487	487	106'230	0	6'319	100'000	
Options (OTC)	661	661	26'235				
Futures			5'240				
<b>Devises/Métaux précieux</b>							
Contrats à terme	780'246	766'721	50'100'589	14'014	322	421'703	
Swaps combinés d'intérêt et de devises	29'740	69'503	3'716'214				
Options (OTC)	7'254	7'091	1'204'506				
<b>Titres de participation/Indices</b>							
Futures			16'629				
Options (OTC)	346	346	9'185				
Options (exchange traded)	935	19	31'912				
<b>Dérivés de crédit</b>							
Credit default swap							
	<b>Exercice de référence</b>	<b>819'669</b>	<b>844'828</b>	<b>55'216'740</b>	<b>14'014</b>	<b>6'641</b>	<b>521'703</b>
<b>Total avant prise en compte des contrats de netting</b>	<i>- dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	818'734	844'809	-	14'014	6'641	-
	Exercice précédent	382'881	466'413	59'484'011	7'752	2'237	560'446
	<i>- dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	382'726	466'398	-	7'752	2'237	-
<b>Valeurs de remplacement positives (cumulées)</b>							
			En milliers CHF	<b>Valeurs de remplacement négatives (cumulées)</b>			
			En milliers CHF	En milliers CHF			
<b>Total après prise en compte des contrats de netting</b>	<b>Exercice de référence</b>		<b>102'642</b>			<b>444'197</b>	
	Exercice précédent		84'304			84'319	
<b>Répartition selon les contreparties :</b>							
			<b>Centrales de compensation</b>	<b>Banques et maisons de titres</b>	<b>Autres clients</b>		
			En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF		
<b>Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)</b>				<b>935</b>	<b>8'895</b>	<b>92'812</b>	

## 1.5 Répartition des immobilisations financières

	Exercice de référence		Exercice précédent	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Titres de créance	3'932'496	3'681'782	3'732'727	3'733'677
- dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance	3'932'496	3'681'782	3'732'727	3'733'677
- dont destinés à la revente	0	0	0	0
Titres de participation	40'784	41'149	30'840	31'339
<b>Total des immobilisations financières</b>	<b>3'973'280</b>	<b>3'722'931</b>	<b>3'763'567</b>	<b>3'765'016</b>
- dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	2'018'163	-	2'233'145	-

### Répartition des contreparties selon l'échelle de notation de Standard & Poor's

	De AAA à AA-	De A+ à A-	De BBB+ à BBB-	De BB+ à B-	Inférieur à B-	Sans notation
Titres de créance à la valeur comptable	3'719'669	212'827	0	0	0	0

Le Groupe utilise les notations des 3 agences de rating Standard & Poor's, Moody's et Fitch. Lorsque chacune des agences externes fournit une notation à l'instrument, la médiane est retenue et lorsqu'il n'en existe que deux, le Groupe utilise la plus conservatrice. En l'absence d'une notation spécifique à l'instrument, le Groupe recourt à la notation Standard & Poor's à long terme de l'émetteur.

## 1.6 Présentation des participations non consolidées

	Valeur d'acqui- sition	Corrections de valeur cumulées et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable à la fin de l'année précédent e	Reclassifi- cations	Investis- sements	Année de référence Désinvestis- sements (y c. effet de change)	Corrections de valeur	Adapta- tions de valeur en cas de mise en équi- valence	Valeur comptable à la fin de l'année de référence	Valeur de marché
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
<b>Participations non consolidées</b>										
Autres participations										
- sans valeur boursière	12'133	(956)	11'177	0	0	(184)	(688)	0	10'305	-
<b>Total des participations</b>	<b>12'133</b>	<b>(956)</b>	<b>11'177</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(184)</b>	<b>(688)</b>	<b>0</b>	<b>10'305</b>	<b>0</b>



## 1.7 Indication des entreprises dans lesquelles le Groupe détient une participation permanente significative, directe ou indirecte (1/2)

Raison sociale	Siège	Activité	Capital social	% de participation/voix		% de Détention directe/indirecte		Détention directe/indirecte	
				31.12.2022	31.12.2021	31.12.2022	31.12.2021	31.12.2022	31.12.2021
<b>Participations consolidées par intégration globale</b>									
LO Holding SA	Genève	Société holding	CHF	34'110'000	100	100	directe	directe	
Banque Lombard Odier & Cie SA	Genève	Banque	CHF	100'000'000	100	100	indirecte	indirecte	
Laspère SA	Genève	Société fiduciaire	CHF	250'000	100	100	indirecte	indirecte	
LO Patrimonia SA	Genève	Société fiduciaire	CHF	1'000'000	100	100	indirecte	indirecte	
LO IP SA	Genève	Société de services	CHF	700'000	100	100	indirecte	indirecte	
Lodati SA	Genève	Société de services	CHF	300'000	100	100	indirecte	indirecte	
Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA	Genève	Société de conseil	CHF	26'000'000	100	100	indirecte	indirecte	
Lombard Odier Asset Management (Europe) Limited	Londres	Société de conseil	GBP	20'000'000	100	100	indirecte	indirecte	
Lombard Odier (Europe) S.A.	Luxembourg	Banque	EUR	40'000'000	100	100	indirecte	indirecte	
Lombard Odier Funds (Europe) S.A.	Luxembourg	Sté de distribution de FP	EUR	2'810'205	100	100	indirecte	indirecte	
Lombard Odier Investment Managers Private Equity SARL	Luxembourg	Sté de distribution de FP	EUR	12'500	100	100	indirecte	indirecte	
LOIM PE Capital	Luxembourg	Sté de distribution de FP	EUR	12'000	100	100	indirecte	indirecte	
LOIM Sustainable Private Credit GP S.à.r.l.	Luxembourg	Sté de distribution de FP	USD	20'000	100	100	indirecte	indirecte	
LOIM Plastic Circularity Fund GP S.à.r.l.	Luxembourg	Sté de distribution de FP	USD	20'000	100	0	indirecte		-
Lombard Odier T&O Services (Europe) S.A.	Luxembourg	Services IT et bancaires	EUR	5'000'000	100	100	indirecte	indirecte	
Lombard Odier Gestión (España), SGIIC, S.A.	Madrid	Gestion de portefeuilles	EUR	1'188'000	100	100	indirecte	indirecte	
Lombard Odier Private Assets Belgium SRL	Brussels	Sté de distribution de FP	EUR	10'000	100	0	indirecte		-
LO Delta Explorer GP Limited	Jersey	Sté de distribution de FP	CHF	100'000	100	100	indirecte	indirecte	
Lombard Odier (Jersey) Limited	Jersey	Sté de distribution de FP	CHF	500'000	100	100	indirecte	indirecte	
LO Infrastructure Fund GP Limited	Jersey	Sté de distribution de FP	CHF	100'000	100	100	indirecte	indirecte	
Lombard Odier (Hong Kong) Limited	Hong Kong	Conseil en placements	HKD	805'000'000	100	100	indirecte	indirecte	
Lombard Odier (Singapore) Ltd.	Singapour	Banque	CHF	42'647'000	100	100	indirecte	indirecte	
Lombard Odier Trust (Japan) Limited	Tokyo	Gestion de portefeuilles	JPY	300'000'000	100	100	indirecte	indirecte	
Lombard Odier Asset Management (USA) Corp.	New York	Société de conseil	USD	2'000	100	100	indirecte	indirecte	
Lombard Odier (Panama) Inc.	Panama City	Société de conseil	USD	500'000	100	100	indirecte	indirecte	
Lombard Odier (Uruguay) S.A.	Montevideo	Société de conseil	USD	103'986	100	100	indirecte	indirecte	
Bersfield Insurance Limited	Bermudes	Société d'assurances	CHF	216'000	100	100	indirecte	indirecte	
Lombard Odier Trust (Bermuda) Limited	Bermudes	Trust company	CHF	1'350'000	100	100	indirecte	indirecte	
Lombard Odier & Cie (Bahamas) Limited	Nassau	Banque	CHF	4'000'000	100	100	indirecte	indirecte	
Lombard Odier (Brasil) Consultoria de Valores Mobiliários Ltda.	Sao Paulo	Société de conseil	BRL	49'200'000	100	100	indirecte	indirecte	

## 1.7 Indication des entreprises dans lesquelles le Groupe détient une participation permanente significative, directe ou indirecte (2/2)

Raison sociale	Siège	Activité	Capital social	% de participation/voix		% de Détention directe/indirecte		Détention directe/indirecte
				31.12.2022	31.12.2021	31.12.2022	31.12.2021	31.12.2021
<b>Participations non consolidées</b>								
LO Services Inc. radiée le 31.12.2022	Montréal	Société de services	CAD	5'749'244	0	100	-	indirecte
Lombard Odier Valeurs Mobilières (Canada) Inc., en liquidation	Montréal	Courtiers en val. mobilièr	CAD	2'400'000	100	100	indirecte	indirecte
Lombard Odier Transatlantic Limited radiée le 31.12.2022	Montréal	Courtiers en val. mobilièr	USD	719'969	0	100	-	indirecte
Parkgest Holding SA	Genève	Société holding	CHF	4'750'000	7	7	indirecte	indirecte
SIX Group AG	Zurich	Services financiers	CHF	19'521'905	2	2	indirecte	indirecte
Taurus SA	Genève	Services financiers	CHF	4'500'000	2	2	indirecte	indirecte
Elus SA	Lausanne	Services financiers	CHF	1'500'000	23	23	indirecte	indirecte
SystemIQ Limited	Londres	Société de conseil	GBP	1'037	6/7	6/7	indirecte	indirecte

Le Groupe ne détient aucune position significative en titres de participation dans des entreprises enregistrées dans ses immobilisations financières (2021: néant).

D'autre part, il n'y a pas d'engagement portant sur la reprise d'autres quotes-parts ou sur des cessions (2021: néant).

## 1.8 Présentation des immobilisations corporelles

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable à la fin de l'exercice précédent	Reclassifications	Exercice de référence			Valeur comptable à la fin de l'exercice de référence
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF		Investissements	Désinvestissements (y c. effet de change)	Amortissements	En milliers CHF
Immeubles à l'usage du Groupe	283'819	(15'982)	267'837	0	88'154	(48)	(1'723)	354'220
Logiciels développés en interne ou acquis	16'250	(15'099)	1'151	0	3'392	0	(1'197)	3'346
Autres immobilisations corporelles:	76'549	(72'683)	3'866	0	12'894	25	(2'826)	13'959
<b>Total des immobilisations corporelles</b>	<b>376'618</b>	<b>(103'764)</b>	<b>272'854</b>	<b>0</b>	<b>104'440</b>	<b>(23)</b>	<b>(5'746)</b>	<b>371'525</b>

### Leasing opérationnel

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
<b>Engagements de leasing non inscrits au bilan</b>		
Echéant dans les 12 mois	33'130	33'508
Echéant dans un intervalle compris entre 12 mois et 5 ans	43'625	95'060
Echéant à plus de 5 ans	14'984	22'829
<b>Total des engagements de leasing non inscrits au bilan</b>	<b>91'739</b>	<b>151'397</b>
- dont résiliables à 12 mois	7'414	3'918

## 1.9 Répartition des autres actifs et autres passifs

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
<b>Autres actifs</b>		
Montant activé relatif aux réserves de contribution de l'employeur	2'414	13'400
Comptes de règlement	16'063	19'087
Impôts indirects	12'540	8'224
Compte de compensation	259	0
Actifs divers	14'866	15'718
<b>Total autres actifs</b>	<b>46'142</b>	<b>56'429</b>
<b>Autres passifs</b>		
Comptes de règlement	34'162	55'530
Impôts indirects	21'453	29'129
Compte de compensation	1'835	5'720
Passifs divers	15'426	16'273
<b>Total autres passifs</b>	<b>72'876</b>	<b>106'652</b>

### 1.10 Indication des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété

	Exercice de référence		Exercice précédent	
	Montant ou valeur comptable du gage	Engagements effectifs	Montant ou valeur comptable du gage	Engagements effectifs
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
<b>Actifs nantis/mis en gage</b>				
Créances sur les banques	61'945	61'945	68'112	68'112
Créances sur la clientèle	12'237	12'237	654	654
Immobilisations financières	402'571	402'571	385'662	385'662

### 1.11 Indication des engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle ainsi que du nombre et du type des instruments de capitaux propres du Groupe détenus par ces institutions

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	38'084	56'683
<b>Total des engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle</b>	<b>38'084</b>	<b>56'683</b>

## 1.12 Indications relatives à la situation économique des propres institutions de prévoyances (1/2)

Réserves de contributions de l'employeur (RCE)	Valeur nominale à la fin de l'exercice de référence	Renonciation d'utilisation à la fin de l'exercice de référence	Montant net à la fin de l'exercice de référence	Montant net à la fin de l'exercice précédent	Influence de la RCE sur les charges de personnel	
					Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Institution de prévoyance patronale :						
Fondation patronale du groupe Lombard Odier	2'414	0	2'414	13'400	0	0

Présentation de l'avantage/engagement économique et des charges de prévoyance	Excédent/insuffisance de couverture à la fin de l'exercice de référence	Part économique du Groupe	Modification de la part économique par rapport à l'exercice précédent (avantage/engagement économique)	Cotisations payées pour l'exercice de référence	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
					Exercice de référence	Exercice précédent
	En %	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Institutions de prévoyance avec excédent de couverture :						
Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier	3%	0	0	32'909	35'428	27'341
Institutions de prévoyance sans excédent ni insuffisance de couverture :						
Fondation complémentaire de prévoyance du groupe Lombard Odier	-	0	0	218	14'296	14'709

Les éventuels excédents de couverture appartiennent à la Fondation. Ils seraient utilisés au profit des assurés le cas échéant sans autre utilisation possible. Les organes du Groupe considèrent qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour le Groupe. Au 31 décembre 2022, il n'y a ni avantage ni engagement économique à porter au bilan et au compte de résultat du Groupe.

Les organes de l'institution de prévoyance estiment, sur la base d'états financiers non révisés, que le degré de couverture au 31 décembre 2022 sera de 103% pour la Fondation de prévoyance. La Fondation complémentaire offre, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 des stratégies d'investissement dont la performance est intégralement supportée par les assurés, sans garantie de capital. Par conséquent, la Fondation complémentaire ne développe aucun engagement vis-à-vis du capital épargne des assurés, impliquant un taux de couverture systématique de 100% sur tous les exercices à venir.

## 1.12 Indications relatives à la situation économique des propres institutions de prévoyances (2/2)

### Institutions de prévoyance

#### Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier

L'affiliation à la Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier est obligatoire pour tout le personnel dont l'activité est en Suisse (Art. 5 du règlement), in extenso avec un contrat suisse. La Fondation a pour but de prémunir les employés des sociétés affiliées contre les conséquences économiques résultant de la vieillesse, de l'invalidité et du décès ; elle est inscrite au Registre de la prévoyance professionnelle auprès de l'Autorité de surveillance du Canton de Genève, en application de l'article 48 LPP. Par cette inscription, elle s'oblige à satisfaire aux exigences de la LPP. Les cotisations réglementaires d'épargne varient entre 7% et 27% réparties entre les assurés et l'employeur, en fonction de l'âge et du niveau de cotisation choisi (Art 51). Une retraite anticipée est possible pour chaque assurée entre 58 ans et 65 ans, selon les dispositions légales et réglementaires.

#### Fondation complémentaire de prévoyance du groupe Lombard Odier

La Fondation complémentaire a pour but de prémunir les cadres et employés affiliés contre les conséquences économiques résultant de la vieillesse, de l'invalidité et du décès, en complétant les prestations qu'ils reçoivent de la Fondation de prévoyance du groupe Lombard Odier. L'assuré peut choisir son taux de cotisation entre deux options, sans incidence sur la cotisation de l'employeur. Ces cotisations s'appliquent sur la rémunération variable uniquement. Une retraite anticipée est possible pour chaque assuré entre 58 ans et 65 ans, selon les dispositions légales et réglementaires. La prestation est uniquement sous forme de capital. Cette fondation n'offre pas de garantie de capital.

## 1.13 Présentation des produits structurés émis

Risque sous-jacent ("underlying risk") du dérivé incorporé	Valeur comptable				Total
	Evaluation globale		Evaluation séparée		
	Comptabilisation dans les opérations de négoce	Comptabilisation dans les autres instruments financiers évalués à la juste valeur	Valeur de l'instrument de base	Valeur du dérivé	
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Titres de participation : Avec reconnaissance de dette propre	-	446'754	0	0	446'754
Instruments de taux : Avec reconnaissance de dette propre	-	239'875	0	0	239'875
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>686'629</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>686'629</b>

## 1.14 Présentation des corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que de leurs variations durant l'exercice de référence

	Etat à la fin de l'exercice précédent	Utilisations conformes à leur but	Différences de change	Modifications du périmètre	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions au profit du compte de résultat	Etat à la fin de l'exercice de référence
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Provisions pour impôts latents	92'397	0	0	0	-	0	(5'074)	<b>87'323</b>
Provisions pour les autres risques d'exploitation	11'290	(772)	(18)	0	0	2'546	(4'370)	<b>8'676</b>
Autres provisions	138	0	(5)	0	0	40	0	<b>173</b>
<b>Total des provisions</b>	<b>103'825</b>	<b>(772)</b>	<b>(23)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2'586</b>	<b>(9'444)</b>	<b>96'172</b>
<b>Réserves pour risques bancaires généraux</b>	<b>477'878</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>20'000</b>	<b>0</b>	<b>497'878</b>
Corrections de valeur pour risques de défaillance des créances compromises	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total des corrections de valeur pour risques de défaillance et risques pays</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Les provisions pour les autres risques d'exploitation sont destinées à couvrir divers risques liés à des litiges, y compris les frais juridiques y afférents.

## 1.15 Indication des créances et engagements envers les parties liées

	Exercice de référence		Exercice précédent	
	Créances	Engagements	Créances	Engagements
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Participants qualifiés	383	549'590	595	485'507
Affaires d'organes	2'081	2'974	2'172	2'584

Les opérations du bilan et hors bilan avec les parties liées ont été conclues à des conditions conformes au marché.



## 1.16 Indications relatives aux propres parts du capital et à la composition du capital propre

Au cours de la période de référence, le Groupe et ses filiales n'ont pas détenu de propres titres de participation et n'ont pas pris d'engagements conditionnels de cession ou d'acquisition de propres titres de participation.

### Indications relatives aux transactions avec les participants en cette qualité exprimés

Dans le cadre des activités normales, le Groupe est amené à effectuer des transactions avec des participants. Celles-ci comprennent notamment des avances, des dépôts et des transactions sur instruments financiers (opérations sur devises, sur titres, etc.). Toutes les transactions se font aux conditions qui prévalent sur le marché lors de leur initiation.

## 1.17 Présentation de la structure des échéances des instruments financiers

	A vue	Résiliable	Durée d'échéance résiduelle				Total
			dans les 3 mois	entre 3 et 12 mois	entre 12 mois et 5 ans	au-delà de 5 ans	
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
<b>Actifs/instruments financiers</b>							
Liquidités	2'944'339	-	-	-	-	-	2'944'339
Créances sur les banques	392'864	0	119'477	0	0	0	512'341
Créances résultant d'opérations de financement de titres	0	0	3'700'000	0	0	0	3'700'000
Créances sur la clientèle	155'061	152'377	3'322'862	1'297'906	95'139	0	5'023'345
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	833'196	-	-	-	-	-	833'196
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	614'207	-	-	-	-	-	614'207
Immobilisations financières	40'784	0	249'114	501'552	3'096'605	85'225	3'973'280
<b>Total de l'exercice de référence</b>	<b>4'980'451</b>	<b>152'377</b>	<b>7'391'453</b>	<b>1'799'458</b>	<b>3'191'744</b>	<b>85'225</b>	<b>17'600'708</b>
Total de l'exercice précédent	12'501'569	349'831	3'486'980	2'230'079	2'825'054	289'106	21'682'619
<b>Capitaux étrangers</b>							
Engagements envers les banques	797'592	0	0	0	0	0	797'592
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	13'316'321	236'600	155'120	0	22'000	0	13'730'041
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	850'982	-	-	-	-	-	850'982
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	686'629	-	-	-	-	-	686'629
<b>Total de l'exercice de référence</b>	<b>15'651'524</b>	<b>236'600</b>	<b>155'120</b>	<b>0</b>	<b>22'000</b>	<b>0</b>	<b>16'065'244</b>
Total de l'exercice précédent	19'571'508	205'350	227'550	250	13'000	0	20'017'658

## 1.18 Présentation des actifs et passifs répartis entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile

	Exercice de référence		Exercice précédent	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
<b>Actifs</b>				
Liquidités	2'921'956	22'383	9'431'316	928'149
Créances sur les banques	100'615	411'726	550'385	524'908
Créances résultant d'opérations de financement de titres	3'700'000	0		
Créances sur la clientèle	1'260'121	3'763'224	1'400'588	4'132'811
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	257'637	575'559	123'164	266'996
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	25'293	588'914	20'417	540'318
Immobilisations financières	119'107	3'854'173	125'182	3'638'385
Comptes de régularisation	45'069	124'606	61'252	104'632
Participations non consolidées	6'506	3'799	7'197	3'980
Immobilisations corporelles	365'424	6'101	268'588	4'266
Autres actifs	15'151	30'991	24'824	31'605
<b>Total des actifs</b>	<b>8'816'879</b>	<b>9'381'476</b>	<b>12'012'913</b>	<b>10'176'050</b>
<b>Passifs</b>				
Engagements envers les banques	250'118	547'474	643'796	454'766
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	4'975'739	8'754'302	5'080'071	12'775'280
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	449'114	401'868	274'117	194'060
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	277'828	408'801	297'108	298'460
Comptes de régularisation	300'432	170'313	293'692	194'978
Autres passifs	56'436	16'440	84'638	22'014
Provisions	95'674	498	100'377	3'448
Réserves pour risques bancaires généraux	497'878	0	477'878	0
Capital social	73'710	0	73'710	0
Réserves issues du bénéfice	717'235	0	679'809	0
Réserve de change	(38'757)	0	(29'347)	0
Bénéfice consolidé	162'026	81'226	168'404	101'704
<b>Total des passifs</b>	<b>7'817'433</b>	<b>10'380'922</b>	<b>8'144'253</b>	<b>14'044'710</b>

## 1.19 Répartition du total des actifs par pays ou par groupe de pays (principe du domicile)

	Exercice de référence		Exercice précédent	
	Montant	Part	Montant	Part
	En milliers CHF	En %	En milliers CHF	En %
Suisse	8'816'879	48	12'012'913	54
Reste de l'Europe	5'628'486	31	6'783'460	31
Amérique du Nord	1'636'849	9	1'105'989	5
Caraïbes et Amérique du Sud	963'113	5	968'507	4
Asie et Moyen Orient	993'511	6	1'110'374	5
Australie/Océanie	76'204	0	75'536	0
Afrique	83'313	1	132'184	1
<b>Total des actifs</b>	<b>18'198'355</b>	<b>100</b>	<b>22'188'963</b>	<b>100</b>

## 1.20 Répartition du total des actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)

	Expositions à l'étranger/ Exercice de référence		Expositions à l'étranger/ Exercice précédent	
	Montant	Part	Montant	Part
	En milliers CHF	En %	En milliers CHF	En %
<b>S&amp;P</b>				
AAA	3'061'979	37	3'644'985	43
AA+ – AA-	3'820'140	46	3'581'518	42
A+ – A-	452'721	6	417'580	5
BBB+ – BBB-	248'620	3	268'136	3
BB+ – BB-	153'603	2	45'357	1
B+ – B-	162'920	2	108'952	1
CCC+ – D	3'688	0	960	0
Sans notation	349'297	4	381'740	5
<b>Total des actifs</b>	<b>8'252'968</b>	<b>100</b>	<b>8'449'228</b>	<b>100</b>

## 1.21 Présentation des actifs et passifs répartis selon les monnaies les plus importantes pour le groupe

	CHF	EUR	USD	Autres
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
<b>Actifs</b>				
Liquidités	2'919'294	24'478	375	192
Créances sur les banques	2'838	258'232	203'820	47'451
Créances résultant d'opérations de financement de titres	3'700'000	0	0	0
Créances sur la clientèle	1'298'068	1'953'285	1'250'266	521'726
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	543'513	27'964	155'694	106'025
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	42'894	52'919	397'894	120'500
Immobilisations financières	113'381	1'173'322	2'616'065	70'512
Comptes de régularisation	43'478	29'218	81'304	15'675
Participations non consolidées	10'304	1	0	0
Immobilisations corporelles	366'469	1'989	519	2'548
Autres actifs	11'119	9'621	12'362	13'040
<b>Total des positions portées à l'actif</b>	<b>9'051'358</b>	<b>3'531'029</b>	<b>4'718'299</b>	<b>897'669</b>
Prétentions à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	19'371'962	9'831'414	20'169'030	5'758'718
<b>Total des actifs</b>	<b>28'423'320</b>	<b>13'362'443</b>	<b>24'887'329</b>	<b>6'656'387</b>
<b>Passifs</b>				
Engagements envers les banques	173'450	347'205	222'303	54'634
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	4'892'914	4'140'187	3'653'752	1'043'188
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	576'128	80'783	89'229	104'842
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	43'468	62'242	442'045	138'874
Comptes de régularisation	300'285	30'969	59'112	80'379
Autres passifs	39'331	13'220	12'151	8'174
Provisions	95'920	252	0	0
Réserves pour risques bancaires généraux	497'878	0	0	0
Capital social	73'710	0	0	0
Réserves issues du bénéfice	717'235	0	0	0
Réserve de change	(38'757)			
Bénéfice consolidé	243'252	0	0	0
<b>Total des positions portées au passif</b>	<b>7'614'814</b>	<b>4'674'858</b>	<b>4'478'592</b>	<b>1'430'091</b>
Engagements à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	21'080'099	8'532'921	20'343'748	5'174'356
<b>Total des passifs</b>	<b>28'694'913</b>	<b>13'207'779</b>	<b>24'822'340</b>	<b>6'604'447</b>
<b>Position nette par devise</b>	<b>(271'593)</b>	<b>154'664</b>	<b>64'989</b>	<b>51'940</b>

## 2. Informations relatives aux opérations hors bilan

### 2.1 Répartition et commentaires des créances et engagements conditionnels

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Engagements de couverture de crédit et similaire	377'827	330'875
<b>Total des engagements conditionnels</b>	<b>377'827</b>	<b>330'875</b>

### 2.2 Répartition des opérations fiduciaires

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Placements fiduciaires auprès de banques tierces	9'726'333	7'192'881
Opérations fiduciaires relatives aux prêts/emprunts de titres, lorsque le Groupe agit sous son nom pour le compte de clients	1'466'209	1'388'181
<b>Total</b>	<b>11'192'542</b>	<b>8'581'062</b>

## 2.3 Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En millions CHF	En millions CHF
<b>Répartition des avoirs administrés</b>		
Avoirs détenus par des instruments de placements collectifs sous gestion propre	55'561	66'625
Avoirs sous mandat de gestion	61'036	69'292
Avoirs sous mandat de conseil	27'521	28'567
Autres avoirs administrés	47'462	52'868
<b>Total des avoirs administrés (y c. prises en compte doubles)</b>	<b>191'580</b>	<b>217'352</b>
- dont prises en compte doubles	36'796	45'205
<b>Présentation de l'évolution des avoirs administrés</b>		
Total des avoirs administrés (y c. prises en compte doubles) initiaux	217'352	193'980
+/- Apports nets d'argent frais/retraits nets	3'036	11'764
+/- Evolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change	(29'227)	12'792
+/- Autres effets	419	(1'184)
<b>Total des avoirs administrés (y c. prises en compte doubles) finaux</b>	<b>191'580</b>	<b>217'352</b>

Les avoirs administrés comprennent tous les avoirs détenus ou gérés à des fins de placement. En conséquence les avoirs détenus par le Groupe dans le cadre de prestations de « global custodian » ne sont pas indiqués dans les chiffres ci-dessus.

Les intérêts, commissions et frais débités des avoirs administrés ainsi que la performance de gestion ne font pas partie des apports/retraits.

Les autres effets incluent des reclassifications de compte ainsi que des désinvestissements liés aux cessions d'activité de gestion de fortune.

### 3. Informations relatives au compte de résultat

#### 3.1 Répartition du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
<b>Répartition selon les secteurs d'activités</b>		
Activité de négoce pour propre compte	18'737	12'366
Exécution pour le compte de la clientèle	87'732	90'210
<b>Total du résultat des opérations de négoce</b>	<b>106'469</b>	<b>102'576</b>

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
<b>Résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur</b>		
Résultat de négoce provenant des :		
- devises	101'175	96'533
- titres de participation	2'096	1'526
- métaux précieux	3'198	4'517
<b>Total du résultat de négoce</b>	<b>106'469</b>	<b>102'576</b>
- dont provenant de l'option de la juste valeur	2'210	1'469
- dont provenant de l'option de la juste valeur sur les actifs	2'210	1'469

#### 3.2 Produit du refinancement des positions de négoce ainsi que des intérêts négatifs

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
<b>Intérêts négatifs concernant les opérations actives</b>		
Intérêts négatifs concernant les opérations actives (réduction du produit des intérêts et des escomptes)	(29'702)	(53'057)
<b>Intérêts négatifs concernant les opérations passives</b>		
Charges d'intérêts payées	(14'823)	(8'679)
Intérêts négatifs concernant les opérations passives (réduction des charges d'intérêts)	19'431	32'042
Solde positif reporté dans le produit des intérêts et des escomptes	(4'608)	(23'363)
<i>Total des charges d'intérêts</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

### 3.3 Répartition des charges du personnel

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Appointements	663'211	700'513
Prestations sociales	124'406	126'268
Autres charges du personnel	17'567	18'175
<b>Total</b>	<b>805'184</b>	<b>844'956</b>

Le système de rémunération, comprend un programme de paiements différés de la compensation variable jusqu'à une durée de 5 ans, applicable en fonction du montant de la part variable du salaire et ceci dans le but de fidéliser les collaborateurs.

Pour l'exercice 2022, le montant des paiements différés s'élève à CHF 57,5 millions (2021: CHF 48,8 millions).

### 3.4 Répartition des autres charges d'exploitation

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Coût des locaux	48'826	48'739
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	63'466	53'099
Informations financières	30'295	29'819
Frais de voyage et de représentation	19'095	9'483
Honoraires professionnels	33'340	25'097
Honoraires de la société d'audit	3'739	3'476
- dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel	2'763	2'330
- dont pour d'autres prestations de service	976	1'146
Taxes et impôts indirects	17'180	13'089
Frais de bureau et primes d'assurance	14'443	13'781
Dépenses de communication et sponsoring	19'482	18'191
Autres charges d'exploitation	9'710	8'399
<b>Total</b>	<b>259'576</b>	<b>223'173</b>

Les coûts de leasing opérationnel sont inclus dans les catégories de charges respectives en fonction de l'objet loué.



### 3.5 Présentation du résultat opérationnel réparti entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile de l'exploitation

	Exercice de référence		Exercice précédent	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF	En milliers CHF
Résultat des opérations d'intérêts	126'957	20'880	73'991	12'036
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	775'289	347'636	815'261	443'123
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	91'736	14'733	91'252	11'324
Autres résultats ordinaires	2'813	275	4'688	(1'362)
<b>Total des produits</b>	<b>996'795</b>	<b>383'524</b>	<b>985'192</b>	<b>465'121</b>
Charges de personnel	(579'404)	(225'780)	(565'966)	(278'990)
Autres charges d'exploitation	(194'567)	(65'009)	(164'403)	(58'770)
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>(773'971)</b>	<b>(290'789)</b>	<b>(730'369)</b>	<b>(337'760)</b>
Corrections de valeur sur participations et amortissements sur immobilisations	(4'656)	(1'778)	(3'800)	(1'773)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(2'554)	1'714	66	(1'576)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>215'614</b>	<b>92'671</b>	<b>251'089</b>	<b>124'012</b>

### 3.6 Présentation des impôts courants et latents, avec indication du taux d'imposition

	Exercice de référence	Exercice précédent
	En milliers CHF	En milliers CHF
Constitution de provision pour impôts différés	0	5'925
Dissolution de provision pour impôts différés	(5'074)	(5'755)
Charges pour impôts courants	52'410	51'458
<b>Total des impôts</b>	<b>47'336</b>	<b>51'628</b>

Taux d'imposition moyen sur la base du résultat avant impôts 16,3% 16,0%

L'impact de l'utilisation des pertes reportées non utilisées antérieurement, sur le montant total des impôts de l'exercice courant, s'élève à CHF 8,6 millions (2021 : CHF 4,3 millions).

# Rapport de l'organe de révision

à l'Assemblée générale de Compagnie Lombard Odier SCmA, Genève

## Rapport sur l'audit des comptes consolidés

### Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de Compagnie Lombard Odier SCmA et ses filiales (le Groupe), comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2022, le compte de résultat consolidé, le tableau des flux de trésorerie et l'état des capitaux propres pour l'exercice clos à cette date ainsi que l'annexe aux comptes consolidés, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes consolidés (pages 13 à 49) donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidés du Groupe au 31 décembre 2022 ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date conformément aux prescriptions comptables pour les banques et sont conformes à la loi suisse.

### Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes consolidés » de notre rapport. Nous sommes indépendants du Groupe, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à l'Administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes consolidés et de notre rapport correspondant.

Notre opinion sur les comptes consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune conclusion d'audit sous quelque forme que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes consolidés ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent par ailleurs comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

PricewaterhouseCoopers SA, avenue Giuseppe-Motta 50, case postale, 1211 Genève 2  
Téléphone : +41 58 792 91 00, [www.pwc.ch](http://www.pwc.ch)

PricewaterhouseCoopers SA est membre d'un réseau mondial de sociétés juridiquement autonomes et indépendantes les unes des autres.

### Responsabilités de l'Administration relatives aux comptes consolidés

L'Administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés lesquels donnent une image fidèle conformément aux prescriptions comptables pour les banques et aux dispositions légales. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, l'Administration est responsable d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre l'exploitation de l'entreprise. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité du Groupe à poursuivre ses activités et d'établir le bilan sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf s'il existe une intention de liquidation du Groupe ou de cessation d'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

### Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH, nous exerçons notre jugement professionnel tout au long de l'audit et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, de fausses déclarations ou le contournement de contrôles internes.
- Nous acquérons une compréhension du système de contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne du Groupe.
- Nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations y afférentes.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par l'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation appliqué et, sur la base des éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport sur les informations à ce sujet fournies dans les comptes consolidés ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion d'audit modifiée. Nous établissons nos conclusions sur la base des éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Des situations ou événements futurs peuvent cependant amener le Groupe à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation dans son ensemble, la structure et le contenu des comptes consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et estimons si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle à donner une présentation sincère.
- Nous recueillons des éléments probants suffisants et appropriés sur les informations financières des entités et sur les activités au sein du Groupe, afin d'exprimer une opinion d'audit sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons à l'Administration ou à sa commission compétente, notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus ainsi que nos constatations d'audit importantes, y compris toute déficience majeure dans le système de contrôle interne, relevée au cours de notre audit.



## Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions de l'Administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA



Marie-Eve Fortier  
Expert-réviseur  
Réviseur responsable



Nicola Padula  
Expert-réviseur

Genève, le 6 avril 2023

# Présence internationale

## Suisse

### Genève

Banque Lombard Odier & Cie SA<sup>1</sup>

T +41 (0)22 709 21 11 · geneve@lombardodier.com

Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA

T +41 (0)22 793 06 87

loim-client-servicing@lombardodier.com

Société de direction régulée par la FINMA.

LO Patrimonia SA

T +41 (0)22 320 42 74 · lopatrimonia@lombardodier.com

Société autorisée à exercer l'activité de trustee par la FINMA et supervisée par un organisme de surveillance.

### Fribourg

Banque Lombard Odier & Cie SA · Bureau de Fribourg<sup>1</sup>

T +41 (0)26 347 55 55 · fribourg@lombardodier.com

### Lausanne

Banque Lombard Odier & Cie SA<sup>1</sup>

T +41 (0)21 321 18 18 · lausanne@lombardodier.com

Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA

T +41 (0)21 321 17 60

loim-client-servicing@lombardodier.com

### Vevey

Banque Lombard Odier & Cie SA · Agence de Vevey<sup>1</sup>

T +41 (0)21 923 30 11 · vevey@lombardodier.com

### Zurich

Banque Lombard Odier & Cie SA<sup>1</sup>

T +41 (0)44 214 11 11 · zurich@lombardodier.com

Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA

T +41 (0)44 214 13 13

loim-client-servicing@lombardodier.com

<sup>1</sup> Banque privée et maison de titres soumise à la surveillance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

<sup>2</sup> Succursale de Lombard Odier Funds (Europe) S.A. (siège social: 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg), société soumise à la réglementation et à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

<sup>3</sup> Succursale de Lombard Odier (Europe) S.A., un établissement de crédit basé au Luxembourg agréé et sous la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

## Europe

### Luxembourg

Lombard Odier (Europe) S.A.

T +352 2778 50 00 · luxembourg@lombardodier.com

Etablissement de crédit agréé et sous la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

Lombard Odier Funds (Europe) S.A.

T +352 2778 10 00 · luxembourg-funds@lombardodier.com

Société de gestion supervisée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

Lombard Odier T&O Services (Europe) S.A.

T +352 2778 20 00

Etablissement agréé et réglementé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

### Allemagne

Lombard Odier Funds (Europe) S.A. - German Branch<sup>2</sup>

T +49 69 71048 8400 · frankfurt@lombardodier.com

Inscrite au registre du commerce de Francfort, HRB 114261.

### Belgique

Lombard Odier (Europe) S.A. Luxembourg ·

Succursale de Belgique<sup>3</sup>

T +32 2 543 08 30 · brussels@lombardodier.com

Etablissement de crédit en Belgique supervisé par la Banque nationale de Belgique (BNB) et par l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA).

### Espagne

Lombard Odier (Europe) S.A. · Sucursal en España<sup>3</sup>

T +34 91 790 29 00 · madrid@lombardodier.com

Etablissement de crédit en Espagne supervisé par Banco de España et la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV). Inscrite au registre du commerce de Madrid, tome 31152, livre 0, feuillet 1, section 8, page M560642. CIF W0183168D. Registre de la CNMV Banco de España 1547.

Lombard Odier Gestión (España), S.G.I.I.C., S.A.U.

T +34 91 790 29 43 · madrid@lombardodier.com

Société de gestion soumise à la surveillance de la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV). Inscrite au registre du commerce de Madrid, tome 27475, feuillet 183, section 4, page M495135. CIF A85921898. Registre de la CNMV 231.

### France

Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale en France<sup>3</sup>

T +33 (0)1 4926 46 00 · paris@lombardodier.com

Etablissement de crédit dont les activités en France sont soumises à la surveillance de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et de l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour ses activités de services d'investissement. Autorisation d'établissement n° 23/12 - Succursale enregistrée au Luxembourg sous le n° B169 907.

Intermédiaire en assurance agréé par le Commissariat aux Assurances (CAA) n° 2014 CM002. L'immatriculation auprès du CAA peut être contrôlée sur [www.orias.fr](http://www.orias.fr).

Lombard Odier Funds (Europe) S.A. · French Branch<sup>2</sup>

T +33 (0)1 4926 46 00

distribution.loim.fr@lombardodier.com

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° 844 250 563.

### Italie

Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale in Italia<sup>3</sup>

T +39 02 0069 77 00 · milano-cp@lombardodier.com

Etablissement de crédit en Italie soumis à la surveillance de la Commissione Nazionale per le Società e la Borsa (CONSOB) et la Banca d'Italia.

Lombard Odier Funds (Europe) S.A. - Italian Branch<sup>2</sup>

T +39 02 3031 46 00 · milano-loim@lombardodier.com

Inscrite au registre du commerce de Milan n° 10576650963, R.E.A. n° MI - 2542516. Inscrite au registre de la Banca d'Italia n° 23951.

## **Pays-Bas**

Lombard Odier Funds (Europe) S.A. - Dutch Branch<sup>2</sup>  
T +31 10 79 99 600 · rotterdam@lombardodier.com  
*Enregistrée auprès de l'autorité néerlandaise des marchés financiers (Autoriteit Financiële Markten).*

## **Royaume-Uni**

Lombard Odier (Europe) S.A. UK Branch<sup>3</sup>  
T +44 (0)20 3206 60 00 · london@lombardodier.com  
*La banque est autorisée au Royaume-Uni par la Prudential Regulation Authority (PRA). Soumise à la réglementation par la Financial Conduct Authority (FCA) et à une réglementation limitée par la Prudential Regulation Authority. Numéro de référence d'établissement de services financiers 597896. Sur demande, vous pouvez obtenir auprès de notre banque de plus amples informations sur la portée de notre autorisation et de notre réglementation par la Prudential Regulation Authority ainsi que sur la réglementation par la Financial Conduct Authority.*

Lombard Odier Asset Management (Europe) Limited  
T +44 (0)20 3206 60 00 · london@lombardodier.com  
*Société d'investissement soumise à la réglementation et à la surveillance de la Financial Conduct Authority (registre de la FCA n°515393).*

---

## **Afrique**

### **Afrique du Sud**

South Africa Representative Office ·  
Bank Lombard Odier & Co Ltd  
T +27 (0) 10 015 58 07 · johannesburg@lombardodier.com  
*Prestataire de services financiers agréé sous le numéro 48505.*

---

## **Amériques**

### **Bahamas**

Lombard Odier & Cie (Bahamas) Limited  
T +1 242 302 21 00 · nassau@lombardodier.com  
*Soumise à la surveillance de la Banque centrale des Bahamas et la Securities Commission of the Bahamas.*

### **Bermudes**

Lombard Odier Trust (Bermuda) Limited  
T +1 441 292 78 17 · bermuda@lombardodier.com  
*Autorisée à exercer des activités de Trust, d'investissement et de services aux entreprises par la Bermuda Monetary Authority (BMA).*

### **Brésil**

Lombard Odier (Brasil) Consultoria de Valores Mobiliários Ltda.  
T +55 11 3050 4300 · sao.paulo.office@lombardodier.com  
*Etablissement supervisé par Comissão de Valores Mobiliários of Brazil.*

### **Etats-Unis**

Lombard Odier Asset Management (USA) Corp.  
*Fonds de placement et fonds institutionnels – Conseil en investissement uniquement*  
T+1 212 295 62 00  
*Autorisé et régulé par la Securities and Exchange Commission SEC, n° LOAM USA 801-72554.*

## **Panama**

Lombard Odier & Cie (Bahamas) Limited ·  
Representative Office in Panama  
T +507 282 85 00  
*Soumise à la surveillance de la Banque centrale des Bahamas et de la Superintendencia de Bancos de Panamá.*

Lombard Odier (Panama) Inc.

T +507 282 85 40  
*Soumise à la surveillance de la Superintendencia del Mercado de valores de Panamá. License pour ses activités de conseiller en investissement. Res. SMV No.528-2013.*

---

## **Asie-Pacifique**

### **Hong Kong**

Lombard Odier (Hong Kong) Limited  
T +852 2501 85 00 · hongkong@lombardodier.com  
*Une société de capitaux enregistrée par la Securities and Futures Commission de Hong Kong (« SFC ») afin de mener des activités réglementées de type 1, 4 et 9 conformément à la Securities and Futures Ordinance (« SFO ») de Hong Kong.*

### **Japon**

Lombard Odier Trust (Japan) Limited  
T +81 (0)3 5114 17 96 · tokyo@lombardodier.com  
*Soumis à la réglementation et à la surveillance de la Financial Services Agency (FSA) du Japon. Titulaire d'une licence d'exploitation fiduciaire (FSA n° 208) et enregistré auprès du Kanto Local Finance Bureau for Financial Product Transactors (n° 470).*

### **Singapour**

Lombard Odier (Singapore) Ltd.  
T +65 6305 77 88 · singapore@lombardodier.com  
*Un conseiller financier exempté en vertu du Financial Advisers Act (chapitre 110) et une banque d'affaires soumise à la réglementation et à la surveillance de la Monetary Authority de Singapour.*

---

## **Moyen-Orient**

### **Emirats arabes unis**

Bank Lombard Odier & Co Ltd · Abu Dhabi Global Market Branch  
T +9712 201 31 00 · abudhabi@lombardodier.com  
*Etablissement d'offres en investissement · Conseil en investissement ou en crédit · Octroi de crédits. Réglementé par l'Autorité de réglementation des services financiers de l'ADGM.*

Bank Lombard Odier & Co Ltd

Representative Office Dubai  
T +9714 509 01 11 · dubai@lombardodier.com  
*Placé sous l'autorité de surveillance de la Banque centrale des Emirats arabes unis.*

### **Israël**

Israel Representative Office · Bank Lombard Odier & Co Ltd  
T +972 73 380 1830 · telaviv@lombardodier.com  
*Etablissement non supervisé par la Banque d'Israël, mais par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers qui supervise les activités de la Banque Lombard Odier & Cie SA.*

Ce document est publié en français et en anglais.  
Il peut être téléchargé au format PDF via notre site [www.lombardodier.com](http://www.lombardodier.com).

#### **INFORMATION IMPORTANTE**

Ce rapport concerne toutes les entités du Groupe Lombard Odier. Il n'est pas destiné à être distribué, publié ou utilisé dans une juridiction où une telle distribution, publication ou utilisation serait interdite, et ne s'adresse pas aux personnes ou entités auxquelles il serait illégal d'adresser un tel rapport.

Le présent rapport ne peut être reproduit (en totalité ou en partie), transmis, modifié ou utilisé à des fins publiques ou commerciales sans l'autorisation écrite et préalable de Lombard Odier.

#### **Protection des données :**

Il se peut que vous receviez cette communication parce que vous nous avez fourni vos coordonnées. Si tel est le cas, veuillez noter que nous sommes susceptibles de traiter vos données à caractère personnel à des fins de marketing direct. Si vous souhaitez vous opposer à ce traitement, veuillez vous adresser au responsable de la protection des données du Groupe : Banque Lombard Odier & Cie SA, Group Data Protection Officer, 11, Rue de la Corratierie, 1204 Genève, Suisse. E-mail: [group-dataprotection@lombardodier.com](mailto:group-dataprotection@lombardodier.com). Pour de plus amples informations sur la politique de protection des données de Lombard Odier, veuillez consulter le site [www.lombardodier.com/privacy-policy](http://www.lombardodier.com/privacy-policy).

Publication avril 2023.

© 2023 Lombard Odier - Tous droits réservés. Réf. LOG-FI-fr-032022.

